

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA SUPERVISE L'INSTALLATION DU NOUVEAU DIRECTEUR DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE

Le Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, a supervisé samedi, au nom du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, la cérémonie d'installation du nouveau Directeur de l'École supérieure de Guerre, le Général-Major Mohamed Ahmed Sayah, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).



P.16

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Dimanche 28 Dhou El-Hijja 1447 - 14 Juin 2026 - N° 1325 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

GUERRE
DU PROCHE-ORIENT
LA PAIX BIENTÔT ?



Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, a affirmé qu'un mémorandum d'entente avec Washington, destiné à arrêter le conflit, pourrait être paraphé sous peu. S'exprimant lors d'un entretien avec la chaîne d'État IRIB TV, il a précisé qu'une fois le texte achevé, ce mémorandum serait validé électroniquement par chacune des deux nations sur leur propre sol, avant d'être communiqué officiellement.

P.7

PROUESSES MÉDICALES

L'ALGÉRIE PROGRESSE DANS LE DOMAINE DE LA GREFFE D'ORGANES

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a affirmé, samedi à Alger, que des avancées notables ont été enregistrées par l'Algérie dans le domaine de la transplantation d'organes à partir de donneurs vivants, en particulier les greffes rénales, hépatiques et de moelle osseuse.

P.2

VÉRITABLE PONT ENTRE LES CIVILISATIONS

LANCEMENT À OXFORD DE LA CHAIRE EMIR ABDELKADER



P.12

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, accompagné du ministre d'État, recteur de Djemaâ El-Djazair, et sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé avant-hier, vendredi, la cérémonie de lancement du programme de la Chaire Emir Abdelkader au Centre d'études islamiques d'Oxford, à Londres.

TRAVAUX PUBLICS

DJELLAOUI ÉVALUE LES RÉALISATIONS ET PRÉPARE LES INVESTISSEMENTS FUTURS

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a présidé, samedi à Alger, une réunion de coordination consacrée à l'examen du bilan des projets réalisés dans le secteur entre septembre 2025 et juin 2026, ainsi qu'à l'étude des programmes d'investissement appelés à être déployés au cours des années à venir.

P.4

PROUESSES MÉDICALES

L'ALGÉRIE PROGRESSE DANS LE DOMAINE DE LA GREFFE D'ORGANES

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a affirmé, samedi à Alger, que des avancées notables ont été enregistrées par l'Algérie dans le domaine de la transplantation d'organes à partir de donneurs vivants, en particulier les greffes rénales, hépatiques et de moelle osseuse.

Par Saïd Slimani

Lors du lancement d'une journée d'étude consacrée à la coordination hospitalière en matière de transplantation d'organes, le ministre a décrit cette rencontre comme une "étape stratégique confirmant l'engagement collectif à développer le système de transplantation d'organes en Algérie et à ancrer la culture du don, en tant qu'acte noble offrant vie et espoir aux patients nécessitant une greffe d'organes et de tissus", soulignant que "de grands pas ont été faits en matière de transplantation d'organes à partir de donneurs vivants, notamment les greffes rénales, hépatiques et de moelle osseuse".

M. Ait Messaoudene a en outre précisé que l'Agence nationale des greffes (ANG) travaille, en coordination avec les centres agréés, à mettre en place toutes les conditions scientifiques et réglementaires nécessaires pour permettre le lancement des transplantations à partir de donneurs décédés, "afin d'élargir les perspectives thérapeutiques et d'offrir de l'espoir à un plus grand nombre de pa-



tients".

Dans ce contexte, il a annoncé "la publication prochaine des textes réglementaires et d'application relatifs à l'organisation des transplantations d'organes provenant de donneurs en état de mort cérébrale", une initiative qui permettra d'instaurer "un cadre juridique et éthique complet garantissant la transparence totale et protégeant les droits des donneurs, de leurs familles, des patients et des équipes médicales".

De son côté, le directeur général de l'ANG, Ahmed Nakhla, a fait savoir que "202 greffes rénales et 8 greffes hépatiques ont été effectuées en 2025".

Il est à signaler que cette journée d'étude, organisée par l'ANG avec la participation de nombreux experts et spécialistes venus d'Algérie et de Tunisie, a pour objectif de favoriser l'échange d'expertises et d'expériences dans le domaine de la promotion de la culture du don d'organes, ainsi que de développer les partenariats dans ce domaine.

S.S

JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS

L'ALGÉRIE RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a coprésidé jeudi dernier avec la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, une cérémonie marquant la Journée mondiale contre le travail des enfants (12 juin), organisée autour du slogan "Carton rouge au travail des enfants : une enfance protégée, un travail décent pour les adultes".

Par Tinhinane Bendahmane

Lors de son discours, prononcé en présence de la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, ainsi que de représentants de plusieurs secteurs, instances nationales et organisations internationales, M. Saihi a rappelé les efforts permanents déployés par l'Etat pour protéger et promouvoir les droits de l'enfant, affirmant que cette protection demeure "un choix souverain et un pilier fondamental du projet national visant à bâtir une Algérie forte et prospère".

Il a par ailleurs indiqué que l'attention portée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la protection et à la promotion de l'enfance "traduit une volonté politique d'ancrer un Etat social juste, garantissant l'égalité des chances à tous les enfants sans discrimination", tout en "refléétant l'attachement de l'Algérie à honorer ses engagements internationaux en matière de protection des droits de l'enfant, à travers la pour-

suite de l'adaptation de sa législation nationale aux conventions internationales pertinentes".

En présentant le bilan d'activité de l'Inspection du travail, couvrant la période du 1er janvier au 31 mai 2026, le ministre a précisé que seuls "deux cas d'emploi d'enfants n'ayant pas atteint l'âge légal pour travailler" ont été relevés, après le contrôle de "plus de 72.000 entreprises privées employant plus de 676.000 travailleurs". Ces résultats, a-t-il ajouté, sont "le fruit d'un travail de terrain continu en matière d'application de la loi, d'intensification des contrôles et de renforcement des programmes de sensibilisation".

Le ministre a également réaffirmé la position "constante et solidaire" de l'Algérie à l'égard des enfants de Palestine, confrontés quotidiennement aux tragédies de la guerre et de l'occupation, considérant que la protection des enfants dans le monde, et particulièrement des enfants palestiniens, relève d'une responsabilité morale et juridique qui incombe à la communauté internationale".

De son côté, Mme Mouloudji a affirmé que la protection de l'enfance représente "l'un des piliers fondamentaux des politiques publiques mises en œuvre par l'Etat, dans le cadre de ses engagements constitutionnels envers les générations montantes".

Elle a rappelé que l'Algérie, sous la conduite éclairée du président de la République, continue de renforcer son système de protection sociale, notamment grâce à des programmes et mécanismes intégrés assurant une prise en charge efficace de l'enfant et de la famille.

Évoquant les actions menées par son secteur, le ministre a expliqué qu'il œuvre, selon une "approche préventive" fondée sur une "protection intégrée", à assurer la couverture sociale et la protection nécessaires à tout enfant en situation de danger ou de vulnérabilité, à travers un réseau de 50 établissements spécialisés dans la protection de l'enfance, proposant des services d'accompagnement et de prise en charge à cette catégorie.

Mme Mouloudji s'est également arrê-

tée sur les programmes d'accompagnement et de soutien économique destinés aux familles à faibles revenus, dans le cadre d'une approche conjuguant développement et solidarité, évoquant aussi la mise en œuvre de programmes de solidarité périodiques en faveur des enfants scolarisés et d'initiatives destinées à alléger les charges financières des familles et à favoriser une meilleure intégration des enfants dans leur milieu scolaire et social.

Pour sa part, la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, a souligné que cette journée constitue une occasion de mettre en lumière les acquis et les "progrès majeurs" réalisés par l'Algérie dans le domaine de la protection et de la promotion de l'enfance, rappelant que son instance poursuit, en coordination avec les différents secteurs concernés, ses efforts pour consolider les mécanismes d'accompagnement et de protection de l'enfance.

T.B

LE 3^E FESTIVAL D'ALGER DES SPORTS

PLUS DE 120 ACTIVITÉS SUR 14 SITES DE LOISIRS

La troisième édition du Festival d'Alger des Sports qui se tiendra du 18 au 20 juin sous le slogan "El Bahdja nous unit" sera la plus importante et la plus riche depuis le lancement de l'événement, avec la programmation de plus de 120 activités sportives et de jeunesse à travers 14 sites de loisirs de la capitale, ont estimé samedi les organisateurs.

Organisée sous le patronage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, et sous la supervision du ministre, Wali d'Alger, M. Mohamed Abdenour Rabehi, cette édition se distingue par une large participation d'organismes sportifs, d'associations et de ligues spécialisées.

"Les activités seront réparties sur plusieurs espaces, notamment les plages, les parcs urbains, les promenades, les forêts et les espaces côtiers, ce qui en fait la plus vaste édition du Festival. Les amateurs de sport pourront profiter d'un programme varié comprenant des activités nautiques et de plein air telles que les

promenades en bateau, le kayak, l'aviron et la pêche sportive.", a déclaré Réda Doumi, conseiller du ministre, Wali d'Alger et membre du comité d'organisation lors d'une conférence de presse animée à Alger.

Il a également indiqué à ce sujet que "l'objectif est d'encourager la pratique du sport sous toutes ses formes et de permettre au public de découvrir les espaces sportifs, urbains et naturels de la capitale.", soulignant que les "organismes ont lancé une initiative sociale visant à promouvoir la pratique sportive avec l'ouverture gratuite de toutes les piscines relevant de la wilaya d'Alger durant toute la période du Festival, permettant aux familles et aux jeunes de profiter des infrastructures sportives dans de bonnes conditions de sécurité".

"Cette édition s'inscrit également dans la dynamique que connaît la capitale, inspirée par la vision stratégique de son développement et de sa modernisation, et traduit la volonté des pouvoirs pu-

blis de valoriser les espaces publics, de les rendre plus attractifs pour les citoyens et de mettre en avant les infrastructures de proximité, notamment les terrains, les espaces sportifs, les piscines, les forêts et les parcs", a-t-il dit.

De son côté, Mohamed Amine Saâd, directeur de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs de la wilaya d'Alger, a estimé que "cette troisième édition sera la plus attractive et la plus fréquentée".

"Les chiffres des précédentes éditions témoignent du succès croissant de cette manifestation : la première édition avait attiré plus d'un million de visiteurs, tandis que la deuxième avait dépassé 1,5 million de visiteurs et enregistré 30 000 participants, avec l'organisation de 160 activités et défis sur 14 sites et 14 piscines, ainsi que plus de 20 millions de vues sur les réseaux sociaux".

Les activités de cette édition se déploieront à travers cinq grands pôles répartis sur différentes zones de la wilaya d'Alger, parmi lesquels : Riadh El Feith,

le Jardin d'Essai du Hamma, les parcs urbains du Hamma, de Bab Ezzouar, d'Oued Smar et de Kettani, le Parc zoologique et des loisirs de Ben Aknoun, les berges d'Oued El Harrach, ainsi que la promenade des Sablettes et Dounia Parc.

La santé occupera également une place centrale à travers l'espace "La santé d'abord", un village interactif dédié à la sensibilisation à l'importance de l'activité physique dans la prévention et l'amélioration de la qualité de vie. Cet espace réunira des médecins, nutritionnistes, coaches, sportifs, associations et professionnels de santé.

Cette édition mettra également en lumière des animations urbaines visant à intégrer le mouvement dans le quotidien des citoyens, à travers : des ateliers de terrain, des jeux actifs, des défis sportifs de proximité, des initiatives d'encouragement, des récompenses symboliques.

RA

A L'OUVERTURE DU FORUM DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE 2026

M. BOUAMAMA SOULIGNE L'IMPORTANCE DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE À L'ÈRE DE LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a mis en avant, samedi à Alger, l'importance stratégique de la communication institutionnelle à l'ère de la révolution numérique, appelant à tirer parti des expériences sectorielles réussies et des initiatives pionnières en la matière.

Présidant l'ouverture des travaux du "Forum de la communication institutionnelle 2026", M. Bouamama a indiqué dans son allocution que les mutations accélérées que connaît le monde à l'ère de la révolution numérique continue, de la généralisation de l'intelligence artificielle et de l'influence croissante des espaces virtuels ont "redéfini le concept de la communication institutionnelle, qui n'est plus une simple fonction administrative ou technique chargée de transmettre ou de diffuser l'information, mais devenue une fonction stratégique avancée, liée à la construction de la confiance, à la préservation de la conscience, à la gestion des relations avec le public et au renforcement de la cohésion".

Dans ce sillage, il a précisé que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à "améliorer le système national de communication institutionnelle, afin d'être au diapason des profondes mutations des modes de communication et de jeter les bases d'une stratégie nationale intégrée réunissant toutes les conditions de réussite et d'efficacité".

L'écosystème numérique actuel "exerce une influence sur le paysage médiatique et le reconfigure en permanence", tout en "imposant



aux institutions des enjeux nouveaux et inédits", ce qui nécessite "de suivre ses évolutions et d'exploiter ses potentialités pour promouvoir la communication institutionnelle, à même de renforcer la relation de confiance entre le citoyen et ses institutions, et de garantir la transmission des messages de communication de manière efficace, claire et influente", a déclaré le ministre.

A cet effet, le ministre a appelé les établissements à "tirer parti des immenses possibilités offertes par

les mégadonnées et techniques d'analyse intelligente, afin de comprendre les tendances de l'opinion publique, d'anticiper leurs transformations et d'élaborer des politiques de communication plus précises, plus efficaces et plus aptes à interagir avec les véritables aspirations et préoccupations des citoyens".

Il a également rappelé que la souveraineté numérique "est aujourd'hui une partie indissociable de la souveraineté nationale, la communication institutionnelle étant devenue l'un de ses instruments

principaux", tout en soulignant l'existence "d'expériences sectorielles réussies et des initiatives pionnières et inspirantes dans le domaine de la communication institutionnelle, à même de constituer une référence de base pour la stratégie nationale en cours d'élaboration".

Dans le cadre de ce forum, deux ateliers ont été organisés, le premier intitulé "Les médias nationaux, partenaire de la communication institutionnelle : défis de la crédibilité et perspectives", tandis que le second a été consacré à "La structuration et les outils de la communication au sein des institutions gouvernementales".

Le forum s'est achevé par une série de recommandations, dont l'appel à l'élaboration d'un guide de référence unifié sur la communication institutionnelle et la mise en place d'un réseau national des responsables de la communication.

Les participants ont également mis en avant l'importance de lancer un programme de formation pour la promotion des compétences des responsables de la communication, ainsi que la création d'un centre de communication gouvernemental et d'un observatoire national de veille informationnelle.

RA

MAINTIEN DU CONTACT AVEC LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE À L'ÉTRANGER

CHAIB PRÉSIDE L'OUVERTURE D'UNE RENCONTRE AVEC DES ASSOCIATIONS ALGÉRIENNES ACTIVANT EN ALLEMAGNE

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a présidé, samedi par visioconférence, l'ouverture d'une rencontre organisée par l'ambassade d'Algérie à Berlin au profit des présidents et représentants des associations algériennes activant en République fédérale d'Allemagne, et ce, en présence de l'ambassadeur d'Algérie à Berlin et du Consul général d'Algérie à Frankfurt, indique un communiqué du ministère.

Dans son allocution à l'occasion, le secrétaire d'Etat a affirmé "l'intérêt particulier accordé par les hautes autorités du pays aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger et leur attachement à renforcer les mécanismes de communication et de concertation avec eux, et à accompagner les différentes initiatives lancées

au service des intérêts nationaux", précise le communiqué.

Il a salué également "la dynamique que connaît le tissu associatif algérien en Allemagne et sa contribution efficace au renforcement des liens de solidarité entre les membres de la communauté et à la préservation de l'attachement à la mère patrie, ainsi que son rôle dans la diffusion d'une image positive de l'Algérie et la promotion de sa présence dans le pays de résidence", ajoute le communiqué.

D'autre part, le ministre a passé en revue "les efforts consentis pour mettre en œuvre les recommandations issues de la conférence consulaire tenue en février 2026, notamment en ce qui concerne l'encouragement et l'encadrement de l'action associative et le soutien des associations activant concrètement au profit des membres de

la communauté nationale", précise le document.

Le secrétaire d'Etat a mis en avant "l'importance de la contribution de la communauté nationale établie en Allemagne au renforcement des relations d'amitié et de coopération entre l'Algérie et l'Allemagne", affirmant "l'attachement à assurer le suivi nécessaire aux recommandations de cette rencontre, en coordination avec l'ambassade d'Algérie en Allemagne et le consulat général à Frankfurt, ce qui permettra de répondre aux préoccupations des membres de la communauté et de valoriser leur rôle, en tant que partenaire clé dans le renforcement des liens humains, culturels et économiques entre les deux pays", selon la même source.

RA

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

PRINCIPALES DÉCLARATIONS DES ANIMATEURS DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE À SON 5E JOUR

La présidente du parti Tajamou Amel El Djaïzaïr (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati à Bou Saâda: "Les élections législatives du 2 juillet prochain constituent une opportunité pour poursuivre la marche de construction et de consolidation des efforts de développement".

- Le président du parti "Sawt Echaab", Lamine Osmani à Tissemsilt: "Le renforcement du processus démocratique passe par l'élection de représentants capables d'assumer pleinement leurs missions législatives et de contrôle".

- Le président du parti Talaie El-Hourriyet, Réda Benounane à Barika: "Les élections législatives représentent une véritable opportunité pour soutenir le décollage économique, poursuivre le processus du développement et consolider les acquis réalisés".

- Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Moulder Bouden à Chlef: "Les élus du RND constitueront un relais efficace pour transmettre les préoccupations des citoyens et concrétiser les projets".

- La secrétaire générale du Parti des travail-

leurs (PT), Louisa Hanoune à Mostaganem: "Les élections législatives constituent une étape décisive pour renforcer et consolider les acquis dans divers secteurs".

- Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abdelkrim Benbarek à Alger: "L'Algérie a besoin de représentants compétents et de partis responsables qui placent l'intérêt national au-dessus de toute autre considération".

- Le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina à Chlef: "Notre formation politique s'engage à défendre les préoccupations des citoyens et à accompagner la dynamique du développement local et national".

- Le président du Front El Moustakbal, Fateh Boutbig à Bou Saâda: "Les citoyens sont appelés à choisir les compétences capables de les représenter à l'Assemblée populaire nationale, de manière à garantir que leur voix soit entendue et que leurs revendications et préoccupations soient défendues".

- Le président du Mouvement de la société

pour la paix (MSP), Abdelali Hassani Cherif à Tlemcen: "Aucune société ne peut construire son avenir sans l'engagement de ses citoyens dans l'action politique".

- Le président du parti El-Karama, Mohamed Daoui à Ain Temouchent: "L'ensemble des réformes introduites par la Constitution de 2020, ainsi que la révision de la loi électorale, ont renforcé la participation des jeunes et des femmes dans la vie politique".

- Le Premier secrétaire national du Front des Forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche à Alger: "Le programme du FFS émane d'une analyse approfondie de la réalité du terrain et propose des solutions au service des citoyens".

- Le secrétaire général du Front du militantisme national (FMN), Abdallah Haddad à Mostaganem: "La participation à cette échéance électorale est une responsabilité nationale susceptible de donner lieu à des programmes réalistes prenant en considération les préoccupations quotidiennes des citoyens".

RA/APS

TRAVAUX PUBLICS

DJELLAOUI ÉVALUE LES RÉALISATIONS ET PRÉPARE LES INVESTISSEMENTS FUTURS

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a présidé, samedi à Alger, une réunion de coordination consacrée à l'examen du bilan des projets réalisés dans le secteur entre septembre 2025 et juin 2026, ainsi qu'à l'étude des programmes d'investissement appelés à être déployés au cours des années à venir.

Par Youcef Hamidi

Cette dixième rencontre, organisée dans le cadre des réunions périodiques que tient le ministre avec les responsables du secteur, a rassemblé les directeurs généraux de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP), de l'Algérienne des autoroutes (ADA) et de la société d'exploitation du Métro El Djazaïr (SEMA), en plus des cadres techniques représentant ces différentes structures.

Les participants ont passé en revue le bilan des projets actuellement en cours d'exécution, ceux déjà engagés ainsi que les opérations programmées. Les discussions ont notamment porté sur le développement du réseau routier et autoroutier, les programmes de soutien destinés aux wilayas, les projets ferroviaires, les infrastructures portuaires et aéroportuaires, le transport guidé ainsi que les opérations liées à la transformation numérique.

La réunion a aussi été l'occasion d'examiner plusieurs propositions concernant les futurs programmes d'investissement, avec un intérêt particulier accordé à l'achèvement des projets stra-



tégiques et à l'évaluation du niveau d'avancement des opérations inscrites au programme de l'année 2026.

À cette occasion, les participants ont étudié les différentes mesures susceptibles d'assainir la nomenclature des investissements et d'améliorer les

mécanismes de programmation et de suivi. L'objectif est de renforcer l'efficacité dans la gestion des projets et de rationaliser les dépenses publiques, conclut le communiqué.

YH

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE LE CIRC SALUE LES PROGRÈS DE L'ALGÉRIE DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La directrice générale du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), relevant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Mme Elizabeth Weiderpass, a salué les progrès réalisés par l'Algérie dans le domaine de l'industrie pharmaceutique au cours des dernières années ainsi que les efforts déployés pour développer la production de médicaments anticancéreux. Elle a souligné que cette dynamique reflète une volonté de bâtir un système pharmaceutique et sanitaire intégré et durable, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique.

Lors de l'audience que lui a accordée le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, en marge des travaux de la Conférence internationale dédiée à la recherche sur le cancer en Algérie, les deux parties ont passé en revue l'état de l'industrie pharmaceutique nationale, ainsi que les résultats obtenus dans le cadre de la

mise en œuvre de la stratégie nationale visant à renforcer la souveraineté sanitaire, notamment dans les domaines de la prévention et du traitement du cancer.

La rencontre a permis, en outre, d'évoquer les efforts visant à développer la production locale de médicaments innovants contre le cancer et à encourager la recherche scientifique ainsi que l'innovation dans ce domaine, outre l'examen des perspectives de coopération et d'échange d'expertise en matière de recherche et de développement afin de suivre les évolutions scientifiques les plus récentes liées à la fabrication de ces médicaments.

Les deux parties ont souligné l'importance du renforcement de la coopération commune, de manière à soutenir la recherche scientifique et à développer des solutions thérapeutiques dédiées à la lutte contre le cancer.

RE

POUR PROMOUVOIR SES ATOUTS TOURISTIQUES ET CULTURELS EL-BAYADH CRÉE LE "CLUB DES AMBASSADEURS DU TOURISME SAHARIEN"

Un "Club des Ambassadeurs du Tourisme Saharien" a été créé dans la wilaya d'El-Bayadh afin de promouvoir et de faire connaître les importants atouts touristiques et culturels de la région, a indiqué samedi le directeur de la Jeunesse et des Sports, Kaddour Meziane.

Ce responsable a précisé à l'APS que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions et recommandations du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, visant à concrétiser les projets des jeunes leaders inscrits dans le programme « Leaders de la jeunesse algérienne » initié par le ministère. Le club a été officiellement lancé à la fin de la semaine dernière à la Maison de la culture et des arts "Mohamed-Belkheir", sous la supervision du secteur de la Jeunesse et des Sports et sous la direction de la jeune leader Fatima-Zahra Merouane.

La cérémonie de création a réuni plusieurs acteurs et partenaires issus de différents secteurs concernés, notamment le tourisme, la culture et les arts, ainsi que le Centre universitaire "Nour El-Bachir", le Centre de loisirs scientifiques, les maisons de jeunes, en plus d'associations locales actives dans ce domaine. Parmi elles figurent l'Association algérienne des arts, de l'artisanat, de la promotion du tourisme et

des cultures populaires (bureau d'El-Bayadh), ainsi que des enseignants, chercheurs et acteurs intéressés par les questions touristiques et culturelles.

Ce club aura pour mission, en coordination avec ses partenaires, de valoriser et de promouvoir les richesses touristiques, culturelles et patrimoniales de la région. Il encouragera également les initiatives des jeunes visant à développer le tourisme local et à préserver le patrimoine culturel national.

Il constituera aussi un espace d'échange d'idées et d'expériences, ainsi qu'un cadre de formation et d'accompagnement pour aider les jeunes à concrétiser leurs projets dans le domaine du tourisme. Ses activités comprendront des initiatives de terrain, des campagnes de sensibilisation, des rencontres scientifiques et académiques, des expositions et diverses manifestations en lien avec les objectifs du programme ministériel.

La cérémonie de lancement a été marquée par des interventions d'enseignants et de chercheurs sur l'importance du tourisme saharien et ses perspectives de développement, ainsi que par des prestations folkloriques mettant en valeur la richesse du patrimoine culturel de la wilaya d'El-Bayadh, ajoute-t-on.

RE

TRANSPORT AÉRIEN

HOMOLOGATION DE LA PISTE PRINCIPALE DE L'AÉROPORT DE HASSI-MESSAOUD

La piste principale de l'aéroport Krim Belkacem de Hassi-Messaoud, wilaya d'Ouargla, a été homologuée, après finalisation des travaux de renforcement et de réhabilitation de ses infrastructures et servitudes, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

L'opération d'homologation s'est déroulée en présence du wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, de représentants des organismes et entreprises liés au secteur des transports et de la navigation aérienne, et ce, après les essais techniques de cette infrastructure aéroportuaire achevée à 100%, selon les normes techniques et organisationnelles en vigueur et dans le respect des délais contractuels.

D'après les explications ayant trait aux différentes phases du projet et

des travaux qui y ont été menés, le projet permettra, une fois mis exploitation, l'amélioration des services de cet aéroport et de l'accueil des avions, notamment les gros porteurs, dans de bonnes conditions, grâce à l'amélioration de la sécurité aérienne, selon les standards requis.

L'homologation a été précédée d'un vol d'essai mené sous la supervision des autorités locales et des parties concernées, dans le cadre des opérations tendant à s'assurer de l'exploitation sécurisée de cette infrastructure, en conformité avec les exigences et normes de la navigation aérienne.

Les services techniques chargés du projet de modernisation et de réhabilitation de la piste principale, fermée à la navigation pour plus de huit

mois, ont ainsi donné leur aval à son exploitation, en attendant sa réouverture officielle après finalisation des procédures techniques d'usage.

Cette opération de modernisation et de consolidation de la piste principale de l'aérodrome de Hassi-Messaoud, un des projets structurants retenus pour le développement du transport aérien, vise à impulser l'essor économique et industriel dans la région, eu égard au rôle stratégique de la région de Hassi-Messaoud, en tant que fleuron énergétique du pays, a-t-on souligné.

Le projet devra contribuer à l'amélioration de la qualité des services offerts aux voyageurs et aux opérateurs économiques, l'appui des activités d'investissement et le développement économique de la wilaya d'Ouargla et

d'autres régions du Sud, en plus du développement du transport aérien.

Les différents travaux de ce projet, à savoir la piste principale, les installations techniques et la pose des équipements techniques de sécurité aérienne, ont été confiés à l'entreprise Cosider-Travaux publics.

L'étude de réalisation d'une seconde piste de l'aérodrome de Hassi-Messaoud tire à sa fin et des instructions ont été données au bureau d'étude pour la livrer dans les prochains jours, afin de permettre son inscription au titre du programme sectoriel de 2027, ont fait savoir les services de la wilaya

RE

CAMPAGNE ÉLECTORALE / LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET 2026

ORAN

LES FEMMES S'AFFIRMENT DE PLUS EN PLUS

À Oran, la femme prend une place toujours plus marquante dans la campagne pour les législatives du 2 juillet prochain. On la retrouve aussi bien sur les listes des candidats que dans le terrain, lors des rencontres avec la population, ce qui illustre la transformation de son rôle dans la sphère politique et publique.

Par Yousra Dali

D'après des cadres locaux de campagne, les militantes et volontaires des différents partis en lice s'investissent fortement dans l'organisation des meetings, les déplacements sur le terrain, le contact avec les votants ainsi que l'animation des campagnes sur les réseaux sociaux. Elles contribuent ainsi de manière déterminante à faire connaître les programmes électoraux et à créer du lien entre les candidats et la population. De nombreuses participantes affirment que

l'implication des femmes ne se limite plus à l'aspect logistique et organisationnel. Elles interviennent aussi dans les discussions sur les grandes préoccupations sociétales, comme le développement local, l'emploi, l'éducation, la santé et les sujets relatifs à la famille. Se présentant pour la toute première fois sous la bannière du Mouvement El-Bina, Kenza considère que "l'engagement en politique est aujourd'hui indispensable pour porter la voix des citoyens et participer à la recherche de réponses concrètes". A ses yeux, jeunes et femmes doivent prendre une part plus grande dans la gestion des affaires publiques.

Sur les listes des grandes formations politiques candidates à Oran, on observe une représentation féminine assez équilibrée. Le Front de libération nationale (FLN), le Rassemblement national démocratique (RND), le Parti des travailleurs (PT) ainsi que d'autres partis présentent entre sept et huit femmes par liste, ce qui correspond à une proportion comprise entre 31 et 36 %. Cette réalité témoigne de la volonté des partis d'encourager l'engagement politique féminin et de consolider leur poids dans la représentation parlementaire et la prise de décision, en tenant compte des compétences et

de l'expérience acquises dans différents domaines professionnels et sociaux.

Cadre de l'administration et active au sein de la société civile, Samia, candidate sur la liste du RND, estime que ce scrutin représente "une chance de renforcer la culture citoyenne et de conforter le rôle de la femme comme partenaire essentiel du développement".

Elle note par ailleurs un intérêt grandissant des femmes pour la politique comparé aux années passées. Par ailleurs, plusieurs électrices interrogées par l'APS souhaitent voir apparaître une représentation féminine plus performante au sein de l'Assemblée populaire nationale, jugeant que les futures élus devront porter une attention particulière aux questions touchant la famille, l'enfance, l'emploi et l'amélioration des services publics. Amina, qui travaille dans le secteur de la santé, note que les électrices prêtent désormais une attention accrue aux programmes des candidats et à leur aptitude à tenir leurs engagements.

Selon elle, la compétence et l'expérience comptent de plus en plus dans le choix des votants, en particulier chez les femmes. De son côté, Yasmine, étudiante à l'université,

juge que la participation des femmes à la vie politique ne se résume plus à une simple question de représentation chiffrée, mais représente aussi un facteur d'enrichissement du débat public et de mise en valeur des compétences féminines dans divers secteurs. Pour les observateurs de la scène locale, cette importante présence féminine pendant la campagne témoigne des avancées accomplies par la femme algérienne dans la vie publique ces dernières années, qu'elle soit électrice, militante ou candidate.

Une dynamique qui pourrait renforcer sa contribution au processus démocratique et au développement national. Tandis que la campagne avance, les femmes d'Oran restent actives dans l'encadrement des activités de terrain et la sensibilisation des citoyens à l'importance du vote et à la promotion de la participation électorale, témoignant ainsi du dynamisme de la société civile et de l'enracinement progressif de la culture de l'engagement citoyen.

Pour rappel, neuf listes partisanes sont en compétition pour les sièges attribués à la circonscription électorale de la wilaya d'Oran lors des prochaines élections législatives, en l'absence de listes indépendantes.

Y.D

RELIZANE

LES POPULATIONS RURALES ATTENDENT DES PROGRAMMES À LA HAUTEUR DE LEURS PRÉOCCUPATIONS

Les habitants des zones rurales de la wilaya de Relizane attendent, à l'occasion de la campagne électorale pour les élections législatives du 2 juillet prochain, des programmes électoraux axés sur les questions de développement local et attentifs à leurs préoccupations, dans l'espoir de voir émerger des solutions concrètes et réalisables.

Plusieurs citoyens interrogés dans différentes communes de la wilaya ont souligné que l'amélioration du réseau routier, le renforcement de l'approvisionnement en eau potable, l'augmentation des quotas de logements ruraux ainsi que la création de davantage d'emplois pour les jeunes figurent parmi les priorités que les futurs députés sont appelés à défendre et à concrétiser.

Dans ce cadre, les habitants de la commune de Sidi M'hamed Benaouda, notamment ceux des localités de Khechab et Masmoud, aspirent à bénéficier de projets de développement soutenant l'agriculture et l'élevage, qui constituent la principale source de revenus de nombreuses familles, ainsi qu'une augmentation des quotas de logements ruraux afin de favoriser la stabilité des agriculteurs et de les encourager à poursuivre leurs activités.

Les habitants de ces régions appellent aussi les candidats aux législatives du 2 juillet à Relizane à intégrer dans leurs programmes électoraux des mesures visant à attirer des investissements susceptibles de réduire le chômage et de créer des emplois pour les jeunes, ainsi que le renforcement des structures sanitaires de proximité afin de rapprocher les services de soins des citoyens et de leur éviter de longs déplacements vers le chef-lieu de la wilaya.

Les préoccupations des populations rurales ne se limitent pas à ces revendications: Les habitants de la partie Est de la wilaya, notamment dans les localités de Bouardia, Boughiden et Zeboudja relevant de la commune de Had-Chekala, réclament de leur côté l'extension des réseaux de gaz naturel et d'électricité rurale ainsi que le renforcement du transport scolaire, insistant sur la nécessité de programmes électoraux "réalistes, éloignés des promesses difficilement réalisables".

Les citoyens ont insisté aussi sur l'importance de dépasser les discours traditionnels et de lier l'action législative au sein de l'Assemblée populaire nationale (APN) à un accompagnement permanent sur le terrain, à travers l'ouverture de permanences

locales et l'organisation de visites régulières dans les différentes régions, particulièrement les plus isolées, afin de recueillir les préoccupations des habitants et de suivre la réalisation des projets de développement. De leur côté, les candidats des listes partisanes et indépendantes de la wilaya de Relizane, au nombre de 16 listes, poursuivent l'animation de rencontres de proximité et de meetings pour présenter leurs programmes électoraux et expliquer leurs propositions dans différents secteurs, tout en affirmant vouloir porter les préoccupations des citoyens à l'APN et les défendre s'ils obtiennent la confiance des électeurs.

Les activités de la campagne électorale se poursuivent à travers les différentes communes de la wilaya de Relizane, où la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a réservé 51 espaces destinés à accueillir les rassemblements populaires et les rencontres de proximité, permettant ainsi aux candidats de communiquer directement avec les citoyens et de présenter leurs programmes jusqu'à la fin de la campagne électorale.

R.A

AÏN TEMOUCHENT

LE PRÉSIDENT D'EL-KARAMA APPELLE À CHOISIR LES CANDIDATS LES PLUS APTES

Le président du Parti El-Karama, Mohamed Daoui, a souligné, samedi à Aïn Temouchent, l'importance du rôle du parlementaire, appelant les citoyens à choisir les candidats les plus aptes lors des élections législatives du 2 juillet prochain. Lors d'un meeting populaire organisé à la Maison de la culture "Aïssa Messaoudi", dans le cadre de la campagne électorale pour les législatives du 2 juillet, M. Daoui a expliqué que le député joue un rôle essentiel dans législation et l'adoption des lois, le contrôle de l'action du gouvernement, ainsi que la transmission des préoccupations des citoyens concernant divers secteurs tels que la santé, l'hydraulique et les travaux publics, insistant sur l'importance d'un bon choix lors du

prochain scrutin.

Par ailleurs, il a salué l'ensemble des réformes introduites par la Constitution de 2020, ainsi que la révision de la loi électorale, lesquelles ont "renforcé la participation des jeunes et des femmes à la vie politique", estimant que "ces lois ont été adoptées pour renforcer l'action politique", et que "la balle est désormais dans le camp des jeunes et des femmes, que ce soit à travers leur candidature ou leur participation au vote". Le président du Parti El-Karama, qui participe aux élections législatives du 2 juillet sous le slogan "Ensemble pour l'Algérie", a enfin appelé les citoyens à voter "massivement" lors de cette échéance électorale.

R.A

BOUSSAADA

BOUTBIG APPELLE DEPUIS À VOTER POUR LES CANDIDATS DU FRONT EL MOUSTAKBAL

Le président du Front El Moustakbal, Fateh Boutbig, a exhorté, samedi, depuis la wilaya de Boussaâda, les électeurs à accorder leurs voix, lors des prochaines législatives, aux candidats de son parti, les qualifiant de "compétences choisies au sein de la société".

Animant un meeting à la salle des fêtes de la commune de Boussaâda, au 5e jour de la campagne électorale des législatives du 2 juillet, M. Boutbig a appelé les citoyens à "choisir les compétences capables de les représenter à l'Assemblée populaire nationale, de manière à garantir que leur voix soit entendue et que leurs revendications et préoccupations soient défendues".

Il a souligné, à ce propos, que la liste du Front El Moustakbal au niveau local comprend "des compétences sélectionnées au sein de la société, capables d'accomplir cette mission de la meilleure manière possible".

Le président du Front El Moustakbal a considéré qu'une participation massive le jour du scrutin serait "un message qui traduit la conscience et l'engagement des habitants de Boussaâda à relever les défis", notamment après sa promotion au rang de wilaya.

R.A

PORTÉ PAR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET UNE OFFRE INSUFFISANTE

LE CUIVRE, NOUVELLE STAR DES MARCHÉS

En 2025, l'or et l'argent ont flambé. Cette année, c'est plus calme pour eux. Les ressources naturelles fonctionnent souvent ainsi : une année, c'est l'or qui brille ; l'année suivante, un autre métal prend la vedette.

Par Rihab Taleb

Ce printemps, c'est le cuivre qui attire toute l'attention. En mai, son prix a atteint environ 6,50 \$ US la livre. Selon Adrian Day, gestionnaire de portefeuille, la demande mondiale de cuivre va continuer à croître au cours des 15 prochaines années, ce qui soutiendra les prix. Lors de la Conférence minière de Québec, il a expliqué que, même si l'on parle beaucoup de la consommation de cuivre par les centres de données et l'intelligence artificielle, cela ne représente en réalité qu'une petite partie de la demande totale. Même en retirant complètement les centres de données de l'équation, la demande resterait plus forte que l'offre prévue. Autrement dit, il y aura un déficit de cuivre.

Un autre point important : il faut souvent de 10 à 15 ans entre la découverte d'un gisement et l'ouverture d'une mine. Beaucoup critiquent ces délais, mais Adrian Day y voit un avantage pour les investisseurs, car cela donne une visibilité claire sur l'offre future. Dans cinq ans, on sait déjà quelles mines produiront du cuivre, et il est très improbable qu'une nouvelle source apparaisse par surprise. Cela permet de prévoir avec précision l'évolution du marché. Adrian Day est également optimiste concernant le pétrole et le gaz naturel.

Le cuivre est un métal essentiel pour la transition énergétique. On en a besoin dans les voitures électriques, les panneaux solaires, les éoliennes et les réseaux électriques intelligents. Chaque véhicule électrique contient plusieurs dizaines de kilos de cuivre,



et les infrastructures de recharge en demandent encore davantage. C'est un métal qui devient incontournable dès qu'on parle de décarbonation et de nouvelles technologies vertes. Cela explique pourquoi les analystes anticipent une demande croissante, même si certains secteurs, comme l'intelligence artificielle, ne représentent qu'une faible part de la consommation totale.

Contrairement à l'or, que l'on peut stocker ou recycler plus facilement, le cuivre est directement lié à l'activité industrielle. Les mines existantes ne suffisent pas à répondre à la demande prévue, et les projets en développement prennent beaucoup de temps avant d'entrer en production. Les délais de 10 à 15 ans constituent un frein, mais aussi une garantie : on sait déjà quelles mines produiront dans les prochaines années, et il n'y aura pas de surprise. Cette rareté soutient les prix.

Evolve Royalties figure parmi les sociétés citées par Adrian Day. L'entreprise est dirigée par Joseph de la

Plante, qui a déjà vendu, en 2022, une société de redevances aurifères pour 755 millions de dollars à Sandstorm. Une redevance est un mécanisme de financement : une société minière reçoit une somme d'argent immédiate et, en échange, s'engage à verser à l'avenir un faible pourcentage de la valeur du métal extrait. Par exemple, il s'agit souvent de 1,5 % du rendement net de fonderie (NSR), parfois assorti de clauses telles qu'un droit de rachat.

Aujourd'hui, Evolve détient 11 redevances, dont deux génèrent déjà des revenus : Highland Valley Copper et Copper Mountain, au Canada. Une troisième, McIlvenna Bay, devrait commencer à produire d'ici à la fin de 2026. Les revenus annuels d'Evolve, compris entre 5 et 7 millions de dollars américains, couvrent largement ses frais de gestion, qui étaient inférieurs à 1 million de dollars en 2025. Cela lui permet de financer de nouvelles acquisitions en recourant à l'endettement.

Joseph de la Plante a expliqué

qu'Evolve discute actuellement avec des banques afin d'obtenir une ligne de crédit renouvelable de 25 à 50 millions de dollars américains. Si cette opération se concrétise avant l'automne, ce sera un tournant majeur pour la société, dont la capitalisation boursière est d'environ 150 millions de dollars canadiens. Avec une telle capacité d'acquisition, l'impact sur l'entreprise pourrait être considérable.

Les sociétés de redevances comme Evolve Royalties jouent un rôle particulier. Elles ne possèdent pas directement les mines, mais financent les projets en échange d'un pourcentage sur la production future. C'est une manière de participer au marché des métaux sans assumer les risques opérationnels liés à l'exploitation minière. Pour les investisseurs, cette formule est attrayante : elle offre des revenus réguliers, une diversification et une moindre dépendance aux coûts d'exploitation.

Avec ses 11 actifs, dont deux déjà producteurs, Evolve demeure une petite société, mais elle dispose d'une stratégie claire : utiliser ses flux de trésorerie pour financer de nouvelles acquisitions. Si elle obtient une ligne de crédit de 25 à 50 millions de dollars américains, comme prévu, elle pourra acquérir de nouvelles redevances et accélérer sa croissance. Pour une entreprise dont la capitalisation atteint 150 millions de dollars canadiens, il s'agit d'une étape décisive. Cela pourrait la transformer en un acteur plus important du secteur des métaux de base. Pour les investisseurs, le cuivre représente donc une opportunité intéressante. La demande est solide, l'offre est limitée et les sociétés spécialisées comme Evolve offrent une manière indirecte, mais efficace, de profiter de cette tendance. Adrian Day rappelle que, même si l'or reste une valeur refuge, il est important de s'intéresser également à d'autres métaux stratégiques. Le cuivre, avec son rôle central dans l'économie moderne, pourrait bien rester une vedette pendant encore plusieurs années.

R.T

CROISSANCE MONDIALE

LA BANQUE MONDIALE ET L'OCDE MOINS OPTIMISTES

La Banque mondiale (BM) et l'OCDE ont revu à la baisse leurs prévisions économiques mondiales pour l'année 2026 selon leurs derniers rapports respectifs.

Les deux institutions mettent en garde contre un possible ralentissement marqué de la croissance mondiale en 2026. Selon la BM, la croissance globale est désormais projetée à 2,5% pour 2026 contre 2,9% en 2025, l'institution ayant abaissé ses perspectives pour près des deux tiers des pays.

De son côté l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) table sur un taux de croissance global de 2,8% en 2026 contre 3,4% en 2025, sous réserve que les perturbations sur le marché de l'énergie restent temporaires.

Les deux institutions évoquent un scénario pessimiste dans lequel la croissance pourrait se contracter jusqu'à -1,3 % en cas de perturbations prolongées sur les marchés

énergétiques.

Ces avertissements soulignent la fragilité de l'économie mondiale face à des risques cumulés : tensions géopolitiques, fragmentation des chaînes d'approvisionnement, inflation persistante et endettement élevé des Etats. Les organisations internationales appellent à une coordination renforcée des politiques économiques et à des réformes structurelles pour renforcer la résilience. Elles insistent particulièrement sur la nécessité d'investissements massifs dans la transition énergétique.

"Cet avertissement commun renforce le sentiment de prudence qui domine actuellement sur les marchés financiers internationaux. Les décideurs politiques du monde entier sont désormais confrontés à un environnement particulièrement complexe où les marges de manœuvre apparaissent limitées", estime la BM.

R.E

ZONE EURO

LA BCE RELÈVE SES TAUX DIRECTEURS

La Banque centrale européenne (BCE) a décidé de relever ses taux directeurs pour la première fois depuis 2023, portant le taux de dépôt à 2,25 %, soit une hausse de 25 points de base. Cette mesure reflète la volonté de l'institution de lutter contre des pressions inflationnistes qui persistent malgré le ralentissement observé ces derniers trimestres. Les membres du Conseil des gouverneurs ont souligné que cette décision vise à ancrer solidement les anticipations d'inflation autour de l'objectif de 2 % à moyen terme, tout en restant attentifs à l'évolution de l'économie réelle.

Cette hausse intervient dans un contexte de résilience de l'inflation sous-jacente, notamment dans les services et les salaires. Plusieurs économistes estiment que la BCE cherche à éviter un rebond trop marqué des prix qui pourrait s'auto-entretenir. Cependant, cette normalisation de la politique monétaire risque de peser sur la demande intérieure et l'investissement des entreprises, déjà fragilisés par un environnement international incertain.

Parallèlement, la BCE a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la zone euro en 2026. Cette révision traduit les craintes liées à la faiblesse de la demande mondiale, à la persistance des tensions géopolitiques et à un euro potentiellement plus fort qui pourrait pénaliser les exportations. Les marchés ont réagi avec une légère hausse des rendements obligataires, anticipant un cycle de resserrement plus prolongé que prévu initialement.

Cette décision marque un tournant prudent pour la BCE, qui avait maintenu une posture accommodante pendant plusieurs années.

R.E

GUERRE DU PROCHE-ORIENT

LA PAIX BIENTÔT ?

Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, a affirmé vendredi soir qu'un mémorandum d'entente avec Washington, destiné à arrêter le conflit, pourrait être paraphé sous peu.

Par Karim-Akli Daoudi

S'exprimant lors d'un entretien avec la chaîne d'État IRIB TV, il a précisé qu'une fois le texte achevé, ce mémorandum serait validé électroniquement par chacune des deux nations sur leur propre sol, avant d'être communiqué officiellement.

Araghchi a précisé que, suite à cette éventuelle ratification, les deux camps s'interdiraient de lancer un quelconque nouveau conflit et engageraient la phase suivante des discussions, fixée à 60 jours, en vue d'aboutir à un texte final, centré essentiellement sur le dossier nucléaire iranien et la fin des sanctions. Il a rappelé que pour Téhéran, l'unique option envisageable concernant son uranium fortement enrichi consisterait à le diluer directement sur le sol iranien. Le ministre a également précisé que le mémorandum prévu inclura des clauses visant à arrêter les combats sur l'ensemble des fronts, notamment le Liban, et imposant à Israël de quitter les zones occupées.

Parmi les autres éléments majeurs du texte figurent, selon lui, la réouverture du détroit d'Ormuz, la suppression complète du blocus



naval imposé par les Américains à l'Iran, ainsi que le déblocage des fonds iraniens gelés.

Au sujet du détroit d'Ormuz, Araghchi a garanti que son administration ne reviendrait jamais au modèle antérieur au conflit. Téhéran gardera sa souveraineté ainsi qu'une présence militaire, tandis

qu'un cadre juridique respectant le droit international sera instauré, a-t-il précisé.

Il a en outre rejeté toute idée de péage pour le passage, estimant néanmoins acceptables d'éventuels frais de service.

Jeudi, le président américain Donald Trump a indiqué que les

Etats-Unis avaient "conclu un excellent accord mettant fin à la guerre avec l'Iran", accord censé être finalisé "dans les prochains jours".

KAD

SOMMET DU G7

SUR FOND DE DIVISIONS CROISSANTES

Du 15 au 17 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement du Groupe des Sept (G7) se retrouveront dans la cité française d'Evian. Cette rencontre intervient alors que les hostilités en Ukraine et au Proche-Orient renforcent l'instabilité économique à l'échelle planétaire, et que les frictions entre Washington et ses partenaires européens font l'objet d'une attention particulière au moment où débute le sommet.

Cette rencontre rassemblera les responsables britannique, canadien, français, allemand, italien, japonais et américain, de même que ceux de l'Union européenne (UE), pour échanger sur les manières de répondre à un contexte mondial que Paris qualifie de toujours plus instable.

Vendredi, le ministère français des Affaires étrangères a dévoilé plusieurs axes majeurs pour cette rencontre, parmi lesquels figurent la promotion d'une expansion économique équilibrée et pérenne, l'approfondissement de la coopération à l'échelle internationale, ainsi que la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minéraux stratégiques. Des discussions porteront aussi sur les crises d'ordre géopolitique.

Paris a placé la lutte contre les déséquilibres économiques planétaires au cœur de sa présidence du G7. Le chef de l'Etat français Emmanuel Macron a estimé que ces déséquilibres avaient atteint un niveau jamais vu depuis la crise financière de 2007-2008, et qu'ils pourraient nourrir le protectionnisme ainsi qu'une in-

stabilité économique et géopolitique étendue.

Les enjeux géopolitiques figureront eux aussi en bonne place dans le programme de la rencontre. D'après le ministère français des Affaires étrangères, les dirigeants partageront leurs analyses sur la crise en Ukraine ainsi que sur la situation au Proche-Orient, en particulier les enjeux liés au détroit d'Ormuz.

S'agissant de la crise ukrainienne, l'enjeu consiste à "bâter de la convergence" afin de poursuivre le soutien à l'Ukraine pour aboutir à une paix offrant "toute clarté à l'Ukraine et à l'Europe sur leur sécurité à l'avenir", selon le ministère français des Affaires étrangères.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky prendra part mardi à une session de la rencontre. Une éventuelle entrevue avec le président américain Donald Trump, dont l'arrivée à Evian est prévue lundi soir, demeure incertaine.

Les responsables égyptien, saoudien, qatari et émirati ont été conviés à prendre part mardi à une session distincte de la rencontre, destinée à aborder le conflit opposant les Etats-Unis, Israël et l'Iran, a précisé M. Macron.

Cette session abordera la fermeture du détroit d'Ormuz, qui a "un vrai impact sur nos économies", de même que les négociations relatives à l'Iran, a complété M. Macron.

Malgré les démarches diplomatiques en cours concernant les dossiers régionaux, les désaccords internes au G7 retiennent l'attention à l'approche de la rencontre.

Une déclaration commune pourrait ne pas

voir le jour à l'issue de la rencontre, dans un climat de tensions renforcées entre les Etats-Unis et leurs partenaires européens, notamment sur la situation au Proche-Orient, a rapporté mercredi l'agence japonaise Kyodo, citant des sources diplomatiques.

Si tel était le cas, il s'agirait de la deuxième année de suite sans texte commun, après la rencontre de l'an dernier au Canada.

"Que Trump joue le jeu, c'est déjà un succès" pour le G7 sous présidence française, a confié une source informée au quotidien français Le Parisien.

Heidi Crebo-Rediker, chercheuse au Council on Foreign Relations, a écrit dans un article récent qu'à son arrivée à Evian, M. Trump pourrait adopter une posture plus ferme et se servir de la tribune du G7 pour manifester son mécontentement face à ce qu'il perçoit comme un appui insuffisant de ses partenaires après les perturbations liées au détroit d'Ormuz. Elle a souligné que de fortes divergences subsistaient entre les membres du G7 et pourraient ressurgir lors des échanges en marge de la rencontre.

Selon une enquête publiée mercredi par le Conseil européen des relations internationales, seulement 11% des Européens perçoivent aujourd'hui les Etats-Unis comme un allié, contre 16% il y a six mois et 22% en novembre 2024.

KAD

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

TOUT RISQUE DE CRISE ALIMENTAIRE DANS LE NORD DU TOGO EST ÉCARTÉ

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a assuré qu'aucune alerte ne pesait actuellement sur la situation alimentaire dans le nord du Togo, soulignant une évolution globalement favorable, grâce à une bonne campagne agricole et aux mesures de soutien mises en œuvre par les autorités et leurs partenaires.

Les données les plus récentes de l'agence onusienne, rapportées samedi par des médias, font état de niveaux de production agricole supérieurs à ceux de l'année précédente, de stocks céréaliers importants et d'une baisse des prix de plusieurs denrées de base, notamment le maïs, le sorgho et le niébé sur les marchés à la fin du mois d'avril.

Le PAM relève également qu'une amélioration de la situation sécuritaire a favorisé

le retour de personnes déplacées dans certaines localités du nord du pays.

L'agence onusienne met en avant la mobilisation du gouvernement togolais et de ses partenaires dans le cadre du Programme d'urgence du renforcement de la résilience dans la région des Savanes.

Ce programme prévoit notamment une assistance d'urgence en faveur des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés hôtes, ainsi qu'un appui à la nutrition, au développement des activités agricoles et à l'accès aux services sociaux de base.

Selon le PAM, l'ensemble de ces actions a contribué à améliorer les conditions de sécurité alimentaire et à réduire les risques de détérioration de la situation alimentaire.

RI

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA

LE BILAN S'ALOURDIT À 72.993 MARTYRS ET 173.230 BLESSÉS

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 72.993 martyrs et 173.230 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué samedi par les autorités sanitaires palestiniennes.

Onze blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 24 heures, a

indiqué la même source, notant que de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, 983 Palestiniens sont tombés en martyrs et 3.122 autres ont été blessés, tandis que les corps de 783 martyrs ont été récupérés, selon les autorités sanitaires.

RI

SANTÉ ET NUMÉRIQUE

L'IA ET LA TÉLÉDÉTECTION POUR UN SYSTÈME SANITAIRE RÉSILIENT

Deux congrès médicaux organisés à Tlemcen ont réuni chercheurs et spécialistes autour des dernières avancées scientifiques et technologiques. Les responsables du secteur de la santé ont mis en avant l'importance du numérique, de l'intelligence artificielle et de la télé-détection pour renforcer la prévention, améliorer la prise en charge des patients et bâtir un système sanitaire résilient et durable.

Par Yakout Abina

A l'occasion de l'ouverture de deux congrès consacrés aux innovations médicales vendredi dernier, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a souligné que la technologie numérique constitue désormais un pilier essentiel pour le développement des services de santé et l'amélioration de la qualité de la prise en charge des citoyens.

Intervenant par visioconférence au 12^e congrès du Laboratoire de recherche sur le diabète et au 18^e congrès de l'Association académique de médecine interne, organisés à la Faculté de médecine de l'Université Abou Bekr Belkaïd, il a mis en avant le rôle de l'intelligence artificielle, présentée comme un outil innovant pour le diagnostic précoce, l'analyse des données sanitaires et l'optimisation de la planification et de la prise de décision.

Le ministre a également insisté sur l'apport des technologies spatiales et des techniques de télé-détection dans le domaine sanitaire. Selon lui, ces outils permettent de transmettre des informations géographiques, d'identifier les zones vulnérables, de suivre la propagation des maladies et de renforcer les systèmes de santé, favorisant ainsi des interventions plus efficaces et un meilleur appui aux politiques publiques.

Il a souligné la nécessité d'intégrer l'intelligence artificielle à la télé-



détection et aux systèmes d'information géographique, une combinaison qu'il considère comme stratégique pour renforcer la résilience des systèmes de santé face aux défis actuels.

Le ministre de la Santé a indiqué que cette approche repose sur un partenariat avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL) et l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS). Ce cadre de coopération inclut l'échange et l'analyse des données ainsi que l'élaboration de cartes thématiques, afin d'orienter les interventions sanitaires et d'assurer des décisions fondées sur des bases scientifiques solides.

Il a toutefois souligné que la réussite de cette démarche dépend du renforcement de la coopération intersectorielle et de la complémentarité des efforts entre les différents acteurs. Dans le même esprit, il a précisé que l'échange de données et d'expertises, ainsi que la coordination des politiques, constituent un socle indispensable pour bâtir un système intégré capable de prévenir

les maladies, de réagir rapidement aux risques, de prendre des décisions fondées sur des preuves scientifiques et de mettre les avancées technologiques au service du citoyen et du développement durable.

Présent à l'événement, le directeur général de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), Azzedine Oussedik, a apporté un éclairage technique sur cette coopération avec l'ANSS. Les images satellitaires et les systèmes d'information géographique vont être mis à contribution afin d'identifier avec précision les zones favorables à la propagation et à l'implantation des insectes vecteurs de maladies, ainsi que sur la collecte de données relatives aux infrastructures sanitaires réparties à travers le pays.

Pour le patron de l'ASAL, ces outils offrent une base scientifique solide, permettant aux responsables du secteur de la santé de prendre des décisions éclairées et de renforcer la qualité des services destinés aux patients.

Un avis partagé par le Dr Sofiane Samir Salah, président du conseil scientifique par intérim de l'ANSS. Ce dernier a insisté sur le fait que les innovations récentes, portées notamment par la télé-détection, dépassent le cadre strictement médical pour devenir des outils stratégiques d'aide à la décision dans les domaines de l'environnement et de la sécurité sanitaire, deux domaines désormais indissociables.

M. Salah a insisté par ce fait sur l'impératif d'élaborer une stratégie nationale de santé capable d'exploiter efficacement ces innovations au bénéfice direct des patients. Il a également souligné qu'en l'espace d'une année, des progrès notables ont été enregistrés dans la prévention de certaines maladies transmises par les insectes, et ce grâce aux technologies d'imagerie satellitaire des foyers de contamination. Celles-ci ont permis de produire des cartes précises localisant les foyers de contamination et facilitant leur contrôle.

Le programme scientifique de ces deux congrès, organisés sur deux jours à l'initiative de l'Association de médecine interne du Centre hospitalo-universitaire de Tlemcen, comprend des communications et des interventions consacrées aux dernières avancées en médecine interne, cardiologie, diabétologie, maladies immunitaires, hypertension artérielle et autres spécialités. Des chercheurs, médecins spécialistes et résidents issus de divers établissements hospitaliers et universitaires du pays y participent, favorisant ainsi un échange riche d'expériences et de connaissances.

Ces rencontres scientifiques devraient se conclure par la remise de distinctions aux auteurs des quatre meilleures communications orales courtes présentées en anglais. Selon Ali Lounissi, chef du service de médecine interne du CHU de Tlemcen et directeur du Laboratoire de recherche sur le diabète de l'Université de Tlemcen, cette initiative vise à encourager la recherche scientifique et à inciter les jeunes médecins à produire des travaux de qualité, contribuant ainsi au développement de la pratique médicale et à l'amélioration des soins de santé.

Y.A.

FINALE AFRICAINE DU REGIONAL PITCH COMPETITION SINGULARITY COMPUTING SÉLECTIONNÉE POUR REPRÉSENTER L'ALGÉRIE

La start-up algérienne SingularityComputing représentera l'Algérie à la finale africaine du Regional Pitch Competition (GEC+Afrika 2026), prévue les 16 et 17 septembre en Afrique du Sud. Sélectionnée parmi dix autres start-up nationales, l'entreprise spécialisée dans le calcul scientifique et l'intelligence artificielle incarne la dynamique de l'écosystème entrepreneurial algérien, soutenu par le ministère de l'Économie de la connaissance et ses partenaires.

La start-up algérienne SingularityComputing a été retenue pour représenter l'Algérie lors de la finale africaine du Regional Pitch Competition (GEC+Afrika 2026), qui se tiendra les 16 et 17 septembre en Afrique du Sud. L'annonce a été faite jeudi dernier à Alger par le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah.

S'exprimant à l'issue de la cérémonie de sélection, le ministre a salué la qualification, en rappelant que cette initiative, portée par le Global Entrepreneurship Network (GEN) dans plusieurs pays africains, ambitionne de stimuler l'innovation et de renforcer l'esprit entrepreneurial à l'échelle du continent.

Selon ses déclarations, plus de 59 projets étaient sur la ligne de départ pour cette édition, et seulement dix start-up ont accédé à la finale nationale, après plusieurs sélections rigoureuses. À l'issue de cette dernière, SingularityComputing a été choisie pour représenter l'Algérie lors de la compétition continentale, qui réunira une vingtaine de pays africains.

Le ministre a affirmé que son département entend renforcer la participation des porteurs de projets algériens aux grands rendez-vous africains consacrés à l'innovation. Il a également estimé que ces plateformes représentent des opportunités précieuses de visibilité et de croissance pour les start-up nationales, en leur offrant un accès élargi aux réseaux et aux marchés régionaux.

Il a par ailleurs salué la rigueur du processus de sélection, mené par un jury composé d'experts nationaux et internationaux, mettant en avant la nécessité de transformer les projets innovants en entreprises solides et compétitives, capables de contribuer durablement au développement de l'économie nationale.

Axée sur le calcul scientifique appliqué à

l'ingénierie industrielle, la start-up algérienne SingularityComputing conçoit des solutions numériques fondées sur les mathématiques appliquées et l'intelligence artificielle. Son fondateur, Mohamed Labadi, explique que le logiciel développé par l'entreprise accompagne la conception de produits de haute technologie dans divers secteurs, tels que l'aéronautique, l'automobile et l'ingénierie industrielle.

Les projets des dix start-up qui ont atteint la finale nationale après plusieurs sélections ont été présentés devant un jury d'experts algériens et africains de l'entrepreneuriat, réunissant des membres présents sur place et d'autres intervenants en visioconférence depuis l'Afrique du Sud.

Initié par Algeria Venture, en partenariat avec GEN Algeria, l'événement s'inscrit dans une démarche visant à structurer un écosystème entrepreneurial dynamique et à offrir aux jeunes entreprises innovantes une véritable plateforme de présentation, dont l'objectif est de favoriser la mise en relation avec des investisseurs et de faciliter l'accès à des réseaux internationaux.

Y.A.

GESTION PARCIMONIEUSE DE L'EAU

UN HÉRITAGE ANCESTRAL FACE AUX DÉFIS ACTUELS

Les pouvoirs publics, les associations et les mosquées se mobilisent à Sidi Bel-Abbès, pour promouvoir la propreté de l'environnement et encourager une consommation plus rationnelle de l'eau. Une preuve que la préservation de l'eau est une tradition ancienne en Algérie. Bien avant les campagnes de sensibilisation modernes, les populations locales avaient déjà développé des méthodes ingénieuses pour éviter le gaspillage et partager équitablement l'eau.

Par Chaïmaa Sadou

Une campagne de sensibilisation lancée à Sidi Bel-Abbès en faveur de la rationalisation de la consommation d'eau, de la protection de l'environnement et de la promotion du civisme intervient à un moment où la préservation des ressources naturelles devient une priorité. À travers cette mobilisation – qui implique institutions publiques, associations et secteur des affaires religieuses – les autorités souhaitent rappeler l'importance d'une utilisation responsable de l'eau. Un message crucial en cette saison estivale, marquée par une hausse de la consommation.

Pourtant, la rationalisation de l'eau n'est pas une idée nouvelle en Algérie. Depuis des siècles, les habitants des régions sahariennes ont appris à gérer avec précision chaque goutte d'eau disponible. L'exemple le plus connu reste celui des foggaras, présentes notamment dans la wilaya d'Adrar et dans le Touat. Ce système traditionnel, reconnu comme un véri-



table chef-d'œuvre d'ingénierie hydraulique, permet d'acheminer l'eau souterraine sur de longues distances grâce à un réseau de galeries creusées sous terre.

Les foggaras ne servaient pas seulement à transporter l'eau. Elles reposaient également sur une organisation sociale rigoureuse garantissant un partage équitable entre les habitants et les agriculteurs. Dans ces régions arides, personne n'osait gaspiller l'eau. Chaque quantité prélevée avait une destination précise et répondait à un besoin réel. Cette gestion a permis à des communautés entières de prospérer malgré l'aridité. Ce savoir-faire ancestral contraste fortement avec les habitudes actuelles, où l'eau est souvent utilisée

sans mesure.

Cet héritage ne se limitait d'ailleurs pas aux seules foggaras. Dans de nombreuses régions du pays, la rareté de l'eau avait façonné des habitudes fondées sur la modération et le respect de cette ressource précieuse. Les familles transmettaient de génération en génération des habitudes simples destinées à éviter toute perte inutile. Cette culture de l'économie de l'eau reposait à la fois sur la nécessité et sur des valeurs sociales et religieuses, faisant de l'eau un bien commun à préserver. Longtemps, cette conscience collective a contribué à maintenir un équilibre entre les besoins des populations et les ressources disponibles.

Aujourd'hui, cette culture de l'éco-

nomie de l'eau tend malheureusement à s'effacer dans certaines zones urbaines. Les habitudes de consommation ont évolué et de nombreux gestes quotidiens contribuent à un gaspillage parfois considérable. Laisser couler le robinet pendant le brossage des dents peut entraîner la perte de 5 litres d'eau en quelques minutes. Multiplié par les millions de foyers algériens, ce chiffre représente chaque jour des milliers de mètres cubes d'eau partis à l'égout. Une goutte après l'autre, c'est toute une ressource qui s'évapore dans nos gestes les plus anodins. Certains lavent leur véhicule avec un tuyau d'arrosage alors qu'un simple seau suffirait. D'autres utilisent excessivement l'eau pour le nettoyage des trottoirs ou des espaces extérieurs, particulièrement durant les périodes de forte chaleur.

Les fuites domestiques représentent également une source importante de gaspillage. Un robinet qui goutte ou une chasse d'eau défectueuse peuvent entraîner des pertes significatives sur une année entière.

Face à cette situation, la sensibilisation apparaît comme un levier essentiel. L'école, la famille, les médias, les associations et les mosquées peuvent jouer un rôle déterminant dans la diffusion des bonnes pratiques. Les messages relayés lors des prêches, comme le prévoit le programme mis en place à Sidi Bel-Abbès, contribuent puissamment à rappeler que la préservation de l'eau relève à la fois du devoir citoyen et des valeurs de solidarité.

L'économie de l'eau n'est pas qu'une nécessité climatique : c'est un héritage culturel enraciné dans l'histoire du pays. Redécouvrir cet héritage et l'adapter aux réalités actuelles demeure l'un des moyens les plus efficaces pour préserver durablement cette ressource indispensable à la vie.

C.S

CLIMAT EN EUROPE

PLUS DE 200 000 DÉCÈS CES DERNIÈRES ANNÉES

Par Hamida Indja

L'Organisation mondiale de la santé a indiqué que plus de 200 000 personnes sont décédées en Europe au cours des quatre dernières années à cause des vagues de chaleur extrême. L'organisation met en garde contre l'aggravation de ce phénomène liée au changement climatique et appelle les pays européens à renforcer les mesures de prévention.

L'Organisation mondiale de la santé a annoncé jeudi à Berlin que plus de 200 000 personnes ont perdu la vie en Europe durant les quatre dernières années à cause des vagues de très grande chaleur. L'organisation a également mis en garde contre la répétition de ce phénomène, qu'elle associe directement aux effets du changement climatique.

Cette déclaration a été faite à l'occasion du lancement de nouvelles orientations élaborées par l'OMS pour aider les pays à mieux protéger les populations face aux épisodes de forte chaleur. Selon l'organisation, les vagues de chaleur ne peuvent plus être considérées comme des événements météorologiques exceptionnels. Elles surviennent beaucoup plus souvent et constituent désormais un problème majeur de santé publique dans le monde, et plus particulièrement en Europe.

Dans l'Union européenne et les pays associés, le directeur régional de l'OMS pour l'Europe, Hans Henri Kluge, a indiqué que la majorité des décès enregistrés auraient pu être évités grâce à de bonnes solutions. Il a précisé que des millions de personnes continuent de



souffrir à cause des fortes chaleurs. L'OMS a rappelé que l'Europe se réchauffe très rapidement. Des pays comme l'Italie, l'Espagne et la Grèce souffrent beaucoup de la chaleur, ce qui a causé de nombreux morts ces dernières années. L'OMS affirme que la chaleur tue en silence, mais qu'il est possible de l'éviter par des actions adaptées. Elle demande aux pays d'Europe de suivre ses conseils pour mieux protéger les personnes les plus fragiles face au changement climatique.

H.I.

AUSTRALIE

LES REQUINS ATTAQUENT TOUJOURS

Une femme d'une trentaine d'années a été grièvement blessée samedi après avoir été attaquée par un requin sur une plage très fréquentée de Sydney, en Australie. La victime a été transportée à l'hôpital, et plusieurs plages voisines ont été fermées par mesure de sécurité.

Selon les autorités locales, une nageuse a été gravement blessée samedi à Sydney lors de l'attaque d'un requin à Coogee Beach, l'une des plages les plus connues et populaires du sud-est de l'Australie. La victime, âgée d'une trentaine d'années, a été sortie de l'eau après l'attaque. Son état est grave, d'après la police.

La femme a subi de sérieuses blessures aux bras et aux jambes. Elle a été rapidement prise en charge par les secours, puis transférée par hélicoptère vers un hôpital pour y recevoir les soins nécessaires.

Par mesure de précaution, les autorités ont décidé de fermer les plages voisines de Clovelly et de Bronte afin d'assurer la sécurité des baigneurs et des visiteurs. Cette nouvelle attaque survient alors que quatre personnes sont déjà mortes en Australie à cause des requins depuis le début de l'année.

Les scientifiques pensent que l'eau devient de plus en plus chaude en raison du changement climatique et que la fréquentation humaine de la mer augmente. Ces facteurs pourraient modifier les trajets de migration des requins et accroître les risques de rencontre avec les humains.

H.I

TOURISME

SEPT ITINÉRAIRES THÉMATIQUES POUR VALORISER LES RICHESSES DE LA WILAYA DE TIZI OUZOU

La direction du Tourisme et de l'Artisanat (DTA) de Tizi-Ouzou a recensé sept itinéraires touristiques à thème et a, par ailleurs, publié un nouveau guide destiné à mettre en avant les multiples atouts naturels, culturels, historiques et artisanaux de la wilaya, a-t-on indiqué samedi auprès des responsables de cet organisme.

Par Ali Boudefel

Ces sept itinéraires, tracés à travers les diverses communes et daïras, ainsi que le guide récemment édité, ont pour objectif de "donner davantage de visibilité aux professionnels du secteur et d'orienter les déplacements des visiteurs, qu'ils soient algériens ou étrangers", tout en faisant connaître la destination Tizi-Ouzou, a-t-on précisé de même source.

S'agissant des itinéraires, ils s'appuient sur les grands axes routiers afin de rendre les sites recensés plus facilement accessibles. Le premier, baptisé "Littoral de la Kabylie" (RN 72 / RN 24), relie Tizi-Ouzou, Makouda, Tigzirt et Azeffoun. Il met l'accent sur le tourisme balnéaire ainsi que sur la valorisation des vestiges archéologiques antiques présents sur la côte nord. L'itinéraire "Conquête du Djurdjura" (RN 30 / RN 30 bis) traverse Tizi-Ouzou, Ouadhias (en passant par le barrage de Taksebt), Beni-Douala, le



village historique d'Ait El Kaid, Boghni et Tala Guiléf. Il est consacré à l'écotourisme, au tourisme de montagne ainsi qu'au patrimoine villageois traditionnel.

L'itinéraire "Au carrefour des traditions" (RN 30 / RN 15 / CW 01), qui regroupe Tizi-Ouzou, Beni Yenni et Ain El Hammam, met quant à lui en lumière les savoir-faire ancestraux de la région, en particulier l'orfèvrerie traditionnelle et le célèbre bijou en argent kabyle, a-t-on expliqué.

L'itinéraire "Au Col des Genêts" (RN 12) est, pour sa part, entièrement urbain. Centré sur le chef-lieu de la wi-

laya, il relie Tizi-Ouzou, Redjaouna, le Centre-ville, la Haute-ville et la Nouvelle-ville, et invite à une découverte historique, culturelle et panoramique. Le cinquième itinéraire, nommé "Carrefour des traditions" (RN 30 / RN 25 / CW 147), relie Tizi-Ouzou, Maatkas et Ouadhias. Il vise la sauvegarde et la promotion de la poterie traditionnelle, particulièrement réputée dans la localité de Maatkas.

"Retour aux racines" (RN 12 / RN 15 / CW 150) est un itinéraire qui traverse Tizi-Ouzou, Mekla, le village historique de Djemâa Saharidj et Larbaâ Nath Irathen. Ce parcours allie histoire,

mémoire collective, architecture locale et mise en valeur des sources naturelles.

Enfin, l'itinéraire "Découverte de la faune et de la flore" (RN 12 / RN 71 / CW 251) traverse Tizi-Ouzou, Azazga, Bouzeguene et Yakouren, offrant une véritable plongée écologique au cœur de massifs forestiers réputés pour leur biodiversité et propices au tourisme climatique et thermal, a-t-on souligné.

Toujours selon la même source, la mise en place de ces itinéraires découle directement du Plan d'aménagement touristique de la wilaya. Il s'agit d'attirer les investisseurs vers les Zones d'Expansion Touristique (ZET) et d'intégrer l'artisanat d'art ainsi que la gastronomie locale comme moteurs essentiels de l'économie circulaire et du développement durable de la région.

Ce schéma directeur repose essentiellement sur la promotion de l'activité touristique et couvre l'ensemble du territoire de la wilaya, particulièrement riche en patrimoines de toutes sortes.

Quant au guide touristique, dont la parution coïncide avec la saison estivale, il s'inscrit dans la continuité des efforts menés par les autorités locales pour renforcer et faire connaître l'attractivité de la destination touristique de Tizi-Ouzou auprès des visiteurs.

Ce document a été conçu pour souligner la diversité et la richesse de la région en recensant l'ensemble de ses atouts, qu'ils soient naturels (littoral, massifs forestiers et montagnes), culturels, historiques ou religieux, offrant ainsi une visibilité optimale sur les sites d'intérêt de la Kabylie.

A.B

SANTÉ PUBLIQUE

LE CANCER COLORECTAL AU CENTRE D'UNE RENCONTRE MÉDICALE NATIONALE À MASCARA

Les dernières avancées en matière de traitement et de prise en charge du cancer colorectal ont été au centre d'une rencontre médicale nationale organisée samedi à Mascara. Les participants ont souligné l'importance du dépistage précoce comme levier essentiel de prévention et d'amélioration des chances de guérison.

Le spécialiste en oncologie au Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Blida, Dr Reda Ouzouaou, a expliqué que le dépistage précoce constitue un moyen efficace de prévention du cancer colorectal. Il a souligné que "les chances de guérison augmentent considérablement lorsque la maladie est détectée à un stade précoce".

Le praticien a également indiqué que les premières phases de la maladie peuvent évoluer sans symptômes apparents, rendant le dépistage particulièrement important, notamment pour les personnes âgées de plus de 50 ans et celles présentant des antécédents familiaux de cette pathologie.

De son côté, Dr Mohamed Mejdoub, spécialiste en radiothérapie exerçant dans une clinique privée à Alger, a affirmé que le diagnostic précoce du cancer colorectal offre des perspectives prometteuses pour améliorer les taux de rémission et réduire la mortalité liée à cette maladie. Il a insisté sur la nécessité de renforcer la sensibilisation à travers des campagnes de proximité et d'encourager les examens réguliers, en particulier chez les personnes de plus de 50 ans.

Pour sa part, Dr Rachid Ibeghrach, oncologue au CHU de Douéra (Alger), a expliqué que le cancer colorectal évolue généralement

par étapes, débutant souvent par l'apparition de polypes dans le côlon. Détectés et traités à temps, ces polypes peuvent être éliminés avant leur transformation en tumeurs cancéreuses, ce qui fait du dépistage précoce un outil majeur de prévention.

Le spécialiste a également relevé plusieurs facteurs favorisant l'apparition du cancer colorectal en Algérie, notamment l'évolution des habitudes alimentaires, la sédentarité, l'obésité, le tabagisme et le vieillissement de la population.

De son côté, le président de l'Association nationale "El-Fadjr" pour la prise en charge des malades atteints de cancer, El-Hadj Mekrachi, a indiqué que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la formation continue des professionnels de santé exerçant dans les établissements publics et privés à travers le pays.

Cette rencontre a été organisée par l'Université Mustapha-Stambouli de Mascara, en coordination avec les directions de la Santé et des Affaires religieuses et des Wakfs, l'Association nationale "El-Fadjr", le comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien (CRA) ainsi qu'une clinique privée de radiologie de Mascara.

La manifestation a réuni des spécialistes issus de plusieurs établissements de santé publics et privés du pays, des représentants d'associations nationales à caractère social actives dans différentes wilayas, ainsi que des étudiants et enseignants de l'annexe de médecine de l'Université Mustapha-Stambouli de Mascara.

R.S

AMEUBLEMENT

PLUS DE 100 EXPOSANTS AU SALON NATIONAL DU MOBILIER DOMESTIQUE ET DE BUREAU DE TIPAZA

Plus de 100 exposants représentant des opérateurs du secteur de l'ameublement, de la décoration et des accessoires de différentes wilayas prennent part au Salon national du mobilier domestique et de bureau, ouvert samedi au complexe touristique "Village CET" de Tipasa sous le slogan "Qualité locale et marchés internationaux". Organisé jusqu'au 16 juin par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec les services de la wilaya de Tipasa, cet événement vise à mettre en valeur les capacités des entreprises algériennes, à favoriser les opportunités de commercialisation et de partenariat, ainsi qu'à soutenir l'accès des produits nationaux aux marchés extérieurs. Présidant la cérémonie d'ouverture au nom du ministre du secteur, en présence de la secrétaire générale de la wilaya, Karima Masnoui, le chargé de la gestion du secrétariat général du ministère par intérim, Abdeslam Djahnit, a souligné que ce salon reflète la dynamique croissante que connaît l'industrie algérienne du mobilier et de la décoration, mettant en avant la capacité des fabricants nationaux à proposer des produits de qualité répondant aux exigences du marché local et aux standards internationaux.

L'événement, auquel participent 20 entreprises exportatrices activant dans les différentes branches de l'ameublement, de la décoration et des accessoires, vise également à mettre en lumière le dynamisme du secteur et sa capacité croissante à s'intégrer aux marchés internationaux, en adéquation avec la stratégie nationale de renforcement de la production locale, a indiqué M. Djahnit.

Il a souligné que la diversité des produits exposés et le niveau de professionnalisme atteint par les entreprises nationales "témoignent du succès de la politique de substitution aux importations dans plusieurs filières industrielles" et mettent en évidence le "potentiel important" des opérateurs algériens pour répondre aux besoins du marché national, tout en contribuant à la création de richesse et d'emplois.

La visite du salon par le chargé de la gestion du secrétariat général du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations par intérim, accompagné de la secrétaire générale de la wilaya de Tipasa et de cadres du ministère, a permis de constater les capacités de production des entreprises nationales.

Les participants ont, pour leur part, estimé que cette manifestation illustre les progrès réalisés par l'industrie algérienne de l'ameublement et de la décoration, ainsi que les résultats des efforts déployés pour promouvoir la production nationale, encourager l'investissement productif et renforcer la substitution des produits locaux aux importations.

R.S

ACTUALITÉS SPORTIVES

MÉDECINE SPORTIVE
LE COA ORGANISE UNE MASTER CLASS INTERNATIONALE EN KINÉSITHÉRAPIE SPORTIVE

Dans le cadre des efforts déployés pour rester au fait des dernières techniques mondiales dans le domaine de la médecine du sport et de la kinésithérapie, le Comité olympique et sportif algérien (COA) a organisé, samedi, une session de « Master Class » internationale en kinésithérapie sportive.

Par Ikram Haou

Selon l'instance olympique, cette session de formation a été organisée par le Comité olympique et sportif algérien, sous la supervision de la commission médicale, et a connu la participation de spécialistes et d'étudiants de différentes disciplines.

Dans ce cadre, le président du COA, M. Abderrahmane Hammad, a salué l'organisation de cette initiative, qui revêt selon lui une grande importance au regard de son rôle pivot dans le développement des compétences nationales et l'amélioration de la performance sportive en Algérie.

Il a souligné que les conférences et les ateliers pratiques seraient animés par un panel d'experts internationaux en kinésithérapie du sport. Le programme aborde des axes majeurs comprenant des techniques avancées telles que le Dry Needling (aiguillette à sec), le crochitage et le K-Taping.

Cette « Master Class » propose une formation d'excellence qui allie la pratique clinique moderne à l'optimisation de la performance sportive. Elle vise à former une nouvelle génération de kinésithérapeutes du sport maîtrisant les meilleures pratiques internationales. Il convient de rappeler qu'à travers cette initiative, le Comité olympique et sportif algérien



confirme son engagement à soutenir et à développer la médecine du sport, afin de préserver la santé et la sécurité de nos athlètes et de leur offrir les meilleures conditions pour viser l'excellence, conclut le communiqué du COA.

I.H

ATHLÉTISME / LIGUE DE DIAMANT 2026 - ETAPE D'EUGENE
LES ALGÉRIENS MOULA ET SEDJATI ENGAGÉS SUR 800 MÈTRES

Les demi-fondistes algériens Slimane Moula et Djamel Sedjati ont confirmé leur participation à la 9e étape de la Ligue de Diamant 2026 d'athlétisme, prévue le samedi 4 juillet prochain à Eugene (Etats-Unis).

Plusieurs grands champions de la spécialité seront également présents à ce rendez-vous, notamment, le phénomène américain du 800 m Cooper Lutkenhaus, 17 ans seulement, qui s'est offert de justesse mercredi soir à Oslo le champion olympique et du monde

Emmanuel Wanyonyi, pour signer sa deuxième victoire de suite sur le circuit Ligue de Diamant qu'il découvre à peine.

Médaillé de bronze sur le 800 mètres des Jeux olympiques de Paris-2024, Sedjati possède un excellent chrono de 1:41.46, talonné de très près par son compatriote Slimane Moula (1:42.44). Ce dernier occupe actuellement le quatrième rang au classement provisoire du 800 mètres, qualificatif aux finales de la Ligue de Diamant 2026, prévues début

septembre prochain à Bruxelles (Belgique). Moula, qui a déjà pris part aux étapes de Rabat (le 31 mai) et Stockholm (le 7 juin) totalise un capital de 12 points, devancé dans l'ordre par l'Américain Lutkenhaus Cooper (16 pts), le Kenyan Emmanuel Wanyonyi (14 pts) et le Canadien Marco Arop (13 pts). L'étape d'Eugene sera précédée des 7e et 8e étapes, prévues respectivement le 19 juin à Doha (Qatar), et le 28 juin à Paris (France).

RS

FOOTBALL/ MONDIAL-2026
LES "VERTS" POURSUIVENT LEUR PRÉPARATION AVEC SÉRIEUX ET APPLICATION

La sélection algérienne de football a effectué vendredi une nouvelle séance d'entraînement dans le cadre de sa préparation à la Coupe du Monde de la FIFA 2026, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. Programmée à partir de 11h00 (heure locale) au Rock Chalk Park de Lawrence, sur les installations de l'Université du Kansas, cette séance s'est déroulée en présence de l'ensemble des joueurs retenus pour la compétition.

Au programme de cette séance, un important volet technico-tactique destiné à peaufiner les automatismes et à affiner les derniers réglages en prévision du premier match de la compétition face à l'Argentine, indique le FAF.

Les joueurs ont multiplié les exercices spécifiques axés sur l'organisation collective et les différents schémas de jeu. Ils ont fait preuve de beaucoup de sérieux, d'application et d'abnégation tout au long de la séance, témoignant de leur concentration et de leur détermination à relever le défi qui les attend, a conclu la FAF.

RS

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 MINISTÈRE DE LA JUSTICE
 COUR DE LA JUSTICE DE TAMANRASSET
 N.L.F. : 09741101902153

AVIS D'APPEL D'OFFRE AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALE N°.../2026
 Lacour de la justice de Tamanrasset lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

L'acquisition Et L'installation De Mobilier De Bureau Et De Mobilier Métallique Au Profit De La Cour De La Justice De Tamanrasset, De Ses Tribunaux.

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges gratuitement auprès du Secrétaire de la cour de la justice de Tamanrasset (Centre ville, Tamanrasset).

CONDITIONS MINIMALES D'ÉLIGIBILITÉ
 Ne sont éligibles au présent appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales que les entreprises satisfaisant obligatoirement aux conditions minimales suivantes :

- Capacités professionnelles :** Le soumissionnaire doit avoir un registre de commerce contenant le code ou les codes correspondant à l'objet de l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales.
- Capacités techniques :** Chaque soumissionnaire doit présenter une attestation d'exécution dans le domaine de l'acquisition de mobilier de bureau, délivrée durant les cinq dernières années (2021-2025) et l'année en cours, délivrées par services contractants ou un opérateur public économique

I. CONTENU DU DOSSIER DE SOUMISSION
 L'ensemble du dossier de soumission qui doit être présenté par le soumissionnaire doit comprendre les documents constituant le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière:

- Enveloppe (A) : Dossier de Candidature**
 - Déclaration de candidature (selon le modèle, dûment remplie et signée).
 - Déclaration de probité (selon le modèle, dûment remplie et signée).
 - Copie de l'extrait du registre du commerce électronique.
 - Les Références professionnelles justifiées par des attestations d'exécution délivrées par un service contractant et/ou un opérateur public.
- Enveloppe (B) : Offre Technique**
 - Déclaration à souscrire (selon le modèle, dûment remplie et signée).
 - Cahier des charges (signé, paraphé et rempli, comportant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »).
 - Le mémoire technique justificatif
- Enveloppe (C) : Offre Financière**
 - La lettre de soumission dûment remplie et signée;
 - Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment rempli et signé;
 - Le détail quantitatif et estimatif (DQE) dûment rempli et signé;

III- PRESENTATION DES OFFRES
 Les offres seront présentées en Trois (3) enveloppes comportant : Dossier de candidature(enveloppe A) ; l'offre technique (Enveloppe B) et l'offre financière (enveloppe C), sur lesquelles sera indiqué le nom et la qualité du soumissionnaire. Les trois enveloppes seront introduites dans une enveloppe extérieure anonyme, ne portant que la mention suivante :

À Monsieur : le Secrétaire de La cour de la justice de Tamanrasset
 -AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° : ... /2026
 PROJET : Acquisition et installation de mobilier de bureau et de mobilier métallique au profit de La cour de la Justice de Tamanrasset, de ses tribunaux « À NE PAS OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES »

Le délai accordé aux soumissionnaires pour préparer leurs offres est de dix (10) jours à partir de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans la presse nationale et le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) et/ou dans la presse nationale et Journaux électroniques

La date limite de dépôt des offres est fixée pour le dernier jour de durée de préparation des offres jusqu'à (14H00). L'ouverture des plis sera le même jour de dépôt des offres à (14H30) en séance publique. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période égale à quatre vingt dix (90) jours augmentée par la durée de préparation des offres.

ENTRE NOUS ANEP 2616020744 du 14/06/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 WILAYA DE BATNA
 DAIRA DE BARIKA
 COMMUNE DE M'DOUKEL
 N° FISCAL : 41000200000503001054

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

PROJE : Préparation Des Routes Municipales N°202 A Et 204 :

Lot 01 : Préparation Des Routes Municipales N°202 A reliant amdoukal à la route municipale N°202 en passant par koudia laarayes .
 Lot 02 : Préparation Des Routes Municipales N°204. Reliant La Route Nationale N°70 Au Village De Nabka

Qu'après L'appel d'offres ouvert avec des exigences de capacités minimales N°10/2026 le résultat de la réunion, la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres en date du : 31/05/2026.

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation de service publics. Le président de L'APC de M'doukel informe que le marché est attribué provisoirement à l'entreprise citée ci-dessous :

N°	Projet	L'entreprise	Montant du TTC	Délai d'exécution	OBS
01	Lot 01 : Préparation Des Routes Municipales N°202 A reliant amdoukal à la route municipale N°202 en passant par koudia laarayes ,	LATTAR HICHAM Entreprise De Grande Travaux Publics Et Hydraulique	11.570.667.50 DA	SIX (06) MOIS	Qualification technique et moins disant
02	Lot 02 : Préparation Des Routes Municipales N°204. Reliant La Route Nationale N°70 Au Village De Nabka	ARIOUAT LAZHAR Entreprise De Grande Travaux Publics Et Hydraulique Et Toutes Les Structures De L'état	8.848.840.00 DA	Quatre (04) MOIS	Qualification technique et moins disant

de l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation de service publics ,Que tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire son recours auprès de la commission communale des marchés publics dans les 10 jours qui suivent la première parution des cet avis ,comme vous pouvez contacter cette même autorité pour connaître les résultats a détaillés de l'évaluation de leurs offres dans un délai maximum de 03 jours , à compter de la date de l'annonce

ENTRE NOUS ANEP 2616020715 du 14/06/2026

VÉRITABLE PONT ENTRE LES CIVILISATIONS LANCEMENT À OXFORD DE LA CHAIRE EMIR ABDELKADER

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, accompagné du ministre d'État, recteur de Djemaâ El-Djazair, et sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé avant-hier, vendredi, la cérémonie de lancement du programme de la Chaire Emir Abdelkader au Centre d'études islamiques d'Oxford, à Londres.

Par Malika Azeb

La signature de cet accord s'inscrit dans une démarche visant à promouvoir la recherche sur l'héritage de l'Emir Abdelkader, fondateur de l'État algérien et chef de la résistance contre le colonisateur français dans l'ouest du pays.

À cette occasion, le recteur de Djemaâ El-Djazair a indiqué que « le lancement de cette Chaire s'inscrit dans la continuité de la longue histoire d'interaction entre l'Algérie et le Royaume-Uni, jalonnée au fil des siècles de multiples étapes politiques, scientifiques et culturelles, et qui se renouvelle aujourd'hui à travers des partenariats fondés sur le savoir, faisant de l'université et de la recherche scientifique un véritable pont de rapprochement entre les nations ».

Il a également souligné que, pour l'Algérie, la Chaire Emir Abdelkader constitue « un investissement dans l'avenir et dans la connaissance, ainsi qu'une vitrine du rayonnement civilisationnel de la nation algérienne », avant d'ajouter que « l'Algérie, sou-



cieuse de renforcer sa présence culturelle et scientifique sur la scène internationale, voit dans de telles initiatives une concrétisation effective du partenariat fondé sur le savoir, le dialogue et la coopération entre les peuples ». Il a par ailleurs rappelé que, dans la mémoire collective algérienne, l'Emir Abdelkader n'est pas seulement une figure historique, mais l'un des grands fondateurs de la pensée algérienne moderne et l'un des symboles autour desquels se sont structurées les notions d'État, de légitimité, d'unité et d'appartenance nationale. Il a ajouté qu'il était « confronté à une conjoncture historique particulièrement complexe, où il devait préserver l'identité d'une société menacée dans son existence tout en

édifiant un système politique et administratif viable ». M. Cheikh El Hocéini a fait savoir que « l'Emir Abdelkader ne s'est pas limité à mener la lutte et la résistance ; il s'est également attelé à la construction des institutions de gouvernance, en structurant l'administration, les finances, la justice et les relations extérieures, tout en défendant une conception de l'État fondée sur l'idée d'une communauté nationale unifiée », soulignant que « sa présence dans la mémoire collective algérienne demeure fondatrice, incarnant à la fois ce sens de l'État et les valeurs de lutte et de libération ».

L'étude de l'Emir Abdelkader aujourd'hui ne saurait se limiter à la simple évocation d'un souvenir historique, mais doit « s'inscrire dans

une réflexion sur un modèle intellectuel pouvant éclairer plusieurs questions contemporaines à l'échelle mondiale, comme la coexistence entre les religions et les cultures, l'éthique du pouvoir, le rapport entre identité et ouverture, et la consolidation de la paix dans un monde de plus en plus fragmenté », a-t-il expliqué.

Le choix de l'Université d'Oxford pour accueillir cette Chaire s'explique par sa notoriété académique à l'échelle mondiale et par le rôle de son Centre d'études islamiques dans le dialogue entre le monde musulman et l'Occident.

« Dès lors, la présence de l'Emir Abdelkader en ces lieux apparaît somme toute naturelle, dans la mesure où il incarne une personnalité qui a su s'adresser à son époque dans le langage des valeurs universelles et qui demeure, aujourd'hui encore, capable d'interpeller notre époque à travers ce même langage », a-t-il soutenu. Au terme de la cérémonie, le recteur de Djemaâ El-Djazair a exprimé ses remerciements et sa profonde gratitude au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'intérêt accordé à ce programme et pour son soutien au lancement de cette Chaire, convaincu de l'importance du renforcement du dialogue scientifique et culturel et de l'édification de passerelles de coopération entre les établissements académiques et scientifiques.

Il a également remercié Sa Majesté le roi Charles III pour le parrainage du Centre, témoignant ainsi de son soutien aux valeurs d'entente et de coopération entre les peuples et les cultures, ainsi que de son engagement en faveur du développement de partenariats dans les domaines du savoir et de la recherche, au service des causes communes.

M.A

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE PATRIMOINE MANUSCRIT EN ALGÉRIE LE CENTRE INTERNATIONAL DES CONFÉRENCES (CIC) À ALGER ABRITE L'ÉVÉNEMENT

Un colloque international sur le patrimoine manuscrit en Algérie, intitulé « Les routes de l'encre en Algérie: civilisation et patrimoine », sera organisé les 15 et 16 juin à Alger, a annoncé le ministère de la Culture et des Arts.

Ce forum international, prévu au Centre international des conférences Abdelatif - Rahal (CIC), sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, réunira des experts, chercheurs internationaux et conservateurs de bibliothèques anciennes qui débattront du récit culturel du patrimoine manuscrit algérien et

des mécanismes de sa protection en tant que « pilier fondamental de la mémoire et de l'identité nationales », précise la même source. Le ministère de la culture a indiqué que les travaux du colloque permettront d'examiner le récit culturel porté les manuscrits algériens à travers les temps, ces derniers constituent en effet une source importante pour la connaissance de l'histoire du pays, de ses traditions intellectuelles, de ses échanges culturels et de sa contribution au rayonnement du savoir dans divers domaines.

M.A

JOURNÉE MONDIALE DU DONNEUR DE SANG ORGANISATION D'UNE CAMPAGNE NATIONALE À TRAVERS NOMBRE DE WILAYAS

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a annoncé, samedi dans un communiqué, l'organisation d'une campagne nationale de don de sang, à travers nombre de wilayas, à l'occasion de la Journée internationale du donneur de sang, célébrée le 14 juin de chaque année.

Dans le contexte "de la concrétisation de son engagements humanitaire et de solidarité visant à appuyer le système national de santé et à renforcer la culture de don de soi et de la solidarité sociétale, le CRA célèbre la Journée internationale du donneur de sang, à travers l'organisation d'une large campagne nationale de don de sang, à travers nombre de wilayas, sous la supervision de la Commission nationale du CRA", précise le communiqué. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du " soutien aux besoins des établissements hospitaliers en sang et ses

dérivés et du renforcement du don volontaire et régulier, à même de contribuer à assurer une prise en charge idoine des malades et des personnes atteintes". Le programme national de la campagne englobe nombre de wilayas du pays, à savoir, Adrar, Chlef, Laghouat, Batna, Biskra, Béchar, Tlemcen, Tيارت, Tizi Ouzou, Jijel, Sétif, Saida, Skikda, Médéa, El-Bayadh, Bordj Bou Arreridj, Boumerdes, Khenchela, Mila, Ain Defla, Ain Témoüchent, Ghardaïa et Béni Abbas. Pour la wilaya d'Alger, la campagne sera organisée au niveau de la station de métro "Tafoura- la Grande Poste". L'opération " se poursuivra à travers les commissions de wilaya au niveau des wilayas susmentionnées, dans le cadre de la concrétisation de la dimension nationale et solidaire de cette initiative humanitaire", conclut le communiqué.

R.C

PATRIMOINE ARCHITECTURAL RESTAURATION DE DAR EL-QADI DU VIEUX KSAR D'OUARGLA

Les travaux de restauration du Dar El-Qadi (maison du magistrat), à l'intérieur du ksar d'Ouargla, ont été lancés dans le cadre du schéma d'étude et de réhabilitation de cet édifice du patrimoine local, a-t-on appris samedi auprès de l'Assemblée populaire de communale d'Ouargla.

Le chantier en cours porte sur des travaux d'excavation et le relevage des décombres, l'entretien des espaces intérieurs et extérieurs, et le contrôle technique des anciennes fondations et murs de l'édifice, en vue d'établir une évaluation précise et déterminer la nature des interventions à prévoir selon les normes requises par ce type d'opérations de réhabilitation et de conservation des anciennes bâtisses, a affirmé le président de l'APC, Rachid Bougherara. Le plan de restauration de Dar El-Qadi entre dans le cadre des démarches portant sauvegarde et préservation du patrimoine historique, dont regorge l'ancienne cité d'Ouargla, a indiqué l'édile, assurant que les autorités locales s'emploient à préserver l'authentique cachet architectural du site en vue de sa valorisation.

L'opération s'inscrit aussi dans le sillage de la phase technique préparatoire visant la finalisation du plan d'étude architecturale de ce monument pour l'élaboration et l'évaluation du devis des travaux en prévision du lancement de l'appel d'offre et le choix de l'entreprise réalisatrice du projet, au titre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales.

Érigée au 16ème siècle et servant dans une première phase de résidence du magistrat d'Ouargla, Dar El-Qadi est ensuite reconvertie en tribunal de l'antique cité, lui conférant depuis une dimension patrimoniale incarnant l'art de l'ancienne architecture saharienne.

Le site a été dernièrement la proie à un incendie ayant été à l'origine de la dégradation de certaines de ses structures, état de fait ayant nécessité la réalisation d'une étude technique exhaustive pour sa restauration, dans le cadre de la préservation et la valorisation de cet édifice et de la mémoire patrimoniale la ville.

R.S

UN SCANDALE NOMMÉ INFANTINO

LE SIÈGE VIDE CONTRE LA SOUVERAINETÉ D'UN PAYS MILLÉNAIRE



Il y a, dans la rhétorique des puissants, des gestes qui en disent plus long que tous les discours. Le 10 juin 2026, à Mexico, à la veille de la Coupe du monde, Gianni Infantino en a offert un exemplaire d'école : un siège vide dédié au journaliste français Christophe Gleizes, condamné par la justice algérienne et dont la peine a été confirmée en appel, accompagné d'un appel public à une « grâce présidentielle » et à un « grand acte d'humanité ».

Par Laala Bechetoula

La presse occidentale s'est émue. Les agences ont relayé. L'image a circulé — c'était précisément sa fonction.

Avant de céder à l'émotion fabriquée, il faut soumettre ce geste à l'examen froid qu'il mérite. Car ce siège vide n'est pas seulement un acte d'humanité. C'est aussi un acte de communication politique, exécuté depuis l'un des plus hauts podiums médiatiques de la planète, par un homme dont la carrière montre que la sensibilité morale de la FIFA obéit souvent à une géographie très précise : celle des rapports de force.

Géométrie variable

Infantino présente Gleizes comme « le seul journaliste sportif emprisonné dans le monde ». La formule est calibrée pour l'émotion.

Mais où était cette voix lorsque des footballeurs palestiniens étaient tués sous les bombes à Gaza ? Où était cette urgence lorsque des stades étaient détruits, des infrastructures sportives anéanties, des joueurs, entraîneurs et dirigeants enterrés sous les décombres ? Des experts des Nations unies ont saisi la FIFA dès septembre 2024, demandant des mesures contre la fédération israélienne au nom du droit international. La réponse de Zurich s'est résumée à des procédures, des commissions, des reports. Une sanction symbolique fut prononcée ; la demande palestinienne de suspension, elle, resta sans suite décisive. C'est

alors qu'Infantino prononça la formule qui résume l'échec moral de son mandat : « le football ne peut pas résoudre les problèmes géopolitiques ».

Voilà donc la doctrine : le football devient impuissant lorsque les victimes sont palestiniennes ; mais il devient tribune d'interpellation présidentielle lorsque le détenu est français et le pays visé algérien. Cette asymétrie n'est pas une maladresse. Elle est un système.

Empathie de vitrine

À Doha, en novembre 2022, Infantino livra son monologue désormais célèbre : il se « sentait » qatari, arabe, africain, gay, handicapé, travailleur migrant. Les critiques relatives aux droits humains ? De « l'hypocrisie », des « leçons de morale biaisées ».

Pendant que le président de la FIFA ressentait, les organisations de défense des droits humains réclamaient un mécanisme concret d'indemnisation pour les travailleurs lésés : salaires impayés, frais de recrutement illégaux, blessures, décès. Human Rights Watch conclura que les promesses de la FIFA relevaient du « mensonge éhonté » et que nombre d'abus étaient « prévisibles et évitables ».

L'empathie performative d'un côté ; la réparation différée de l'autre. Telle est la signature.

Washington d'abord

C'est dans son rapport au pouvoir américain que le personnage se révèle le plus nettement.

En mai 2025, Infantino arriva en retard au congrès de sa propre organisation : il accompagnait Donald Trump dans une tournée moyen-orientale. Des délégués de l'UEFA quittèrent la salle en signe de protestation, fait rarissime dans l'histoire de l'institution.

En décembre 2025, le même Infantino remit à Trump le tout premier « Prix FIFA de la Paix », distinction créée un mois plus tôt. Pressé de se justifier, il répondit : « objectivement, il le mérite ». On notera l'adverbe.

La FIFA nomma par ailleurs Ivanka Trump au conseil d'un programme doté de cent millions de dollars, financé en partie par la billetterie du

Mondial. Même une partie de la presse américaine parla d'une proximité devenue problématique. Lorsque l'équipe d'Iran, régulièrement qualifiée, se heurta à des refus de visas américains pour plusieurs membres de sa délégation, au point de devoir s'entraîner au Mexique, le président de la FIFA ne mena pas de bras de fer public au nom du droit d'une fédération membre. Il sollicita une déclaration de bienvenue de Donald Trump, puis le remercia publiquement.

Le gardien supposé de l'universalité du football apparaissait alors comme le gestionnaire prudent d'un rapport de dépendance politique.

Les vents russes

La preuve de l'inconstance vint encore en février 2026, lorsqu'Infantino plaida publiquement pour envisager la levée de la suspension de la Russie, au motif que l'exclusion n'aurait engendré que « frustration et haine ». Le Kremlin salua aussitôt ces propos. Kyiv les jugea irresponsables, rappelant la mémoire d'un lycéen tué par un missile russe alors qu'il jouait au football à Marioupol.

La neutralité invoquée pour épargner Israël devenait soudain dialogue, réintégration, réconciliation lorsqu'il s'agissait de la Russie — au moment où Washington amorçait un rapprochement avec Moscou.

Infantino ne semble pas suivre des principes. Il semble suivre des vents. Et il les anticipe.

L'Algérie n'est pas un décor

L'Algérie est une nation souveraine, dotée d'institutions, d'une justice et de lois. Le dossier Gleizes a été instruit, jugé, puis confirmé en appel. Chacun est libre d'en discuter le fond. Un journaliste a le droit que sa cause soit défendue par les voies légitimes, y compris diplomatiques, consulaires et juridiques.

Mais transformer la scène du plus grand événement sportif mondial en instance symbolique de pression contre un État indépendant relève d'une autre logique. Demander publiquement à un chef d'État une grâce présidentielle, depuis une tribune mondiale, n'est pas un geste neutre. C'est une intervention politique mise en image.

Le siège vide n'est donc pas un détail.

C'est une image conçue pour l'exportation.

Une émotion préfabriquée.

Une pression douce.

Une mise en scène destinée à produire un effet international dans un contexte où les relations franco-algériennes traversent une phase particulièrement tendue.

La question décisive demeure : pourquoi maintenant, pourquoi ce dossier, pourquoi cette tribune ?

Le président d'une organisation qui n'a pas trouvé la même intensité pour les footballeurs de Gaza, pas le même courage pour les ouvriers du Qatar, pas le même ton pour les restrictions visant l'Iran, découvre soudain l'urgence humanitaire dans le dossier où son indignation coïncide parfaitement avec l'agenda médiatique parisien.

Zurich à nu

L'Algérie n'a pas à s'excuser de sa souveraineté.

Elle n'a pas à recevoir de leçon théâtrale d'un dirigeant sportif dont l'institution pratique si souvent l'indignation sélective. Elle n'a pas à expliquer, à chaque scène médiatique occidentale, le sens de l'indépendance judiciaire, ni la mémoire longue des pressions, ingérences et tentatives d'internationalisation de ses affaires intérieures.

La critique est légitime.

La tutelle ne l'est pas.

La défense d'un journaliste est honorable.

L'instrumentalisation de son sort dans une dramaturgie mondiale ne l'est pas.

Gianni Infantino voulait exposer un siège vide au nom d'un journaliste français. Il a surtout révélé le siège moralement vide qui trône au cœur de la FIFA : celui où devraient siéger la constance, l'équité et le courage.

Ce siège-là n'est pas à Mexico.

Il est à Zurich.

Le football mondial mérite mieux qu'un président qui administre sa conscience comme un portefeuille d'actifs, arbitrant ses indignations selon les cours du pouvoir.

Et l'Algérie mérite du respect.

Pas des leçons de théâtre.

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

1947, MADAGASCAR : LE MASSACRE QUE LA FRANCE A ENTERRÉ



Je vais vous raconter une histoire qu'on ne vous a jamais apprise à l'école. Une histoire de sang, de terre brûlée, de villages rayés de la carte. Une histoire qui s'est passée il y a moins de quatre-vingts ans, dans une île de l'océan Indien, Madagascar. Et ce qui s'y est passé, aussi horrible que ce soit, n'est malheureusement pas un cas isolé. Le même homme, la même armée, les mêmes méthodes, on les retrouvera ailleurs sur le continent. Au Cameroun. Au Soudan. Partout où la France coloniale voulait écraser toute velléité d'indépendance.

Alors asseyez-vous. Prenez le temps. Parce que ce qui suit est violent. Ce qui suit est vrai. Et ce qui suit doit être connu.

Après la Seconde Guerre mondiale, un vent de liberté souffle sur les colonies. Les peuples colonisés veulent leur indépendance. À Madagascar, ce vent porte un nom : le Mouvement démocratique de rénovation malgache (MDRM). Ses dirigeants sont des élus, des députés à l'Assemblée française. Ils ne demandent pas la guerre. Ils demandent un État libre, associé à la France, mais maître chez lui. C'est trop pour Paris.

Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947, des insurgés attaquent la garnison française à Moramanga, à l'est de l'île. Des officiers français sont tués. Dans les jours qui suivent, des colons sont massacrés. L'insurrection gagne plusieurs régions.

La réponse française ne se fait pas attendre. Elle est immédiate. Elle est brutale. Elle est démesurée.

Le gouvernement français envoie un corps expéditionnaire de 30 000 hommes. Des parachutistes. Des légionnaires. Des tirailleurs africains. Et des moyens modernes : l'aviation, les bombardiers. En face, les insurgés malgaches n'ont pour la

plupart que des arcs, des flèches, des saïes.

L'armée française procède à des bombardements aériens sur des villages entiers. Les ratissages sont systématiques. On brûle les cases. On tue les hommes, les femmes, les enfants. On torture les prisonniers.

Le 5 mai 1947, un train transportant des prisonniers malgaches est arrêté en gare de Moramanga. Il est mitraillé délibérément par l'armée française. Quarante-vingt-quinze morts. Ceux qui survivent sont jetés en prison, puis fusillés trois jours plus tard sans jugement.

La pratique la plus ignoble, peut-être, est révélée à l'Assemblée nationale française elle-même. Le député algérien Ahmed Mezerna lit le témoignage du quotidien France-Soir : des prisonniers malgaches ont été chargés dans des avions et largués vivants au-dessus des villages dissidents, comme « bombes-démonstratives ». Oui. Vous avez bien lu. Des êtres humains jetés du ciel pour terroriser les populations.

Le chef de la Sûreté, Marcel Baron, devient tristement célèbre par l'intensité et la systématisation de la torture. Des députés socialistes français eux-mêmes reconnaissent l'ampleur des exactions. André Philip déclare à la tribune que les premiers aveux ont été obtenus « par des procédés dignes de nos ennemis, mais intolérables pour la France ». Le président de la République, Vincent Auriol, note dans son journal : « On a fusillé un peu à tort et à travers et sans jugement. »

Les opérations militaires ne cessent vraiment qu'à la fin de l'année 1948. L'état de siège ne sera levé que huit ans plus tard, en 1956.

Le nombre de victimes est encore aujourd'hui âprement discuté. Le général Garbay, commandant en chef des troupes

françaises, aurait lui-même évoqué 89 000 « personnes manquantes » dans les régions insurgées. Certaines sources militent pour 100 000 morts. D'autres historiens, plus prudents, ramènent ce chiffre à 30 000 ou 40 000. Mais quel que soit le nombre, il y a un fait incontestable. La population de Madagascar, qui comptait un peu moins de 4 millions d'habitants à l'époque, a été décimée. Entre 1 et 2 % de la population totale, assassinée, affamée, ou morte de maladie après avoir fui dans les bois.

La fourchette, qu'elle soit de 30 000 ou de 89 000, ne change rien au traumatisme. Comme le dit justement l'historienne Françoise Raison-Jourde : « Que ce soit 40 000 ou 89 000, cela change peu la force du traumatisme. »

Ce qui s'est passé à Madagascar n'est malheureusement pas un cas isolé. Le même schéma se reproduit ailleurs sur le continent. La France ne fait pas d'exception. Elle applique la même recette partout : insurrection, répression, massacre, effacement.

Au Cameroun, entre 1955 et 1960, l'armée française mène une guerre féroce contre l'Union des populations du Cameroun (UPC), qui réclame l'indépendance. Des villages entiers sont rasés. Des populations déplacées de force. Le nombre de victimes est estimé entre 10 000 et 30 000, certains historiens allant jusqu'à 60 000. Et là encore, longtemps, le silence.

La France a mené d'autres exactions de grande ampleur sur le continent, avec des crimes documentés au Soudan, au Tchad, en Côte d'Ivoire, ou par l'intermédiaire du Service d'Action Civique (SAC) qui a soutenu des milices locales. Les détails factuels varient selon les pays. Mais le mécanisme est le même. Une volonté d'étouffer l'indépendance par tous les moyens, y compris les plus barbares.

Ce qui est peut-être le plus insupporta-

ble dans cette histoire, c'est l'oubli. C'est le silence. C'est l'hommage rendu aux bourreaux. Le général Garbay, celui qui a ordonné les bombardements, les tortures, les exécutions de masse, a une rue à son nom. Oui. Une rue à Douala, au Cameroun. Un camp militaire à Bouaké, en Côte d'Ivoire, porte également son nom.

Les élites africaines, après les indépendances, ont trop souvent choisi d'honorer leurs anciens tortionnaires plutôt que de célébrer la mémoire de leurs propres martyrs. Parveine que d'aucuns diront. Pardon, peut-être. Mais pour beaucoup, c'est tout simplement l'oubli. Une mémoire confisquée, une histoire réécrite par les vainqueurs. Il est temps que les Africains se réveillent. Il est temps de savoir qui étaient ces hommes. Il est temps de savoir ce qu'ils ont fait. Il est temps de demander des comptes. Il est temps de renommer ces rues, ces camps, ces lieux de mémoire qui portent encore le nom de nos bourreaux.

En avril 2025, le président français a annoncé la création d'une commission mixte d'historiens pour « faire la lumière » sur les atrocités de 1947. C'est un début. Mais les mots ne suffisent pas. Des décennies de silence. Des décennies de mensonges. Des décennies d'histoire officielle qui a gommé les pages les plus sombres de la colonisation.

Cette publication n'a pas d'autre but que de rappeler. De réveiller. De rendre leur dignité aux 30 000, 40 000, 89 000 ou 100 000 Malgaches assassinés. Et à tous les autres victimes du colonialisme français sur le continent africain. Ce n'est pas de la haine. C'est de la mémoire. C'est un devoir. C'est la première étape pour que ces atrocités ne se reproduisent plus jamais.

Publié par Adama Sedogo sur Facebook, dans Mythes, traditions, nature, le 11 juin 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
03:38	12:49	16:39	20:12	21:53

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

AU NOM DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA SUPERVISE L'INSTALLATION DU NOUVEAU DIRECTEUR DE L'ECOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE

Le Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, a supervisé samedi, au nom du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, la cérémonie d'installation du nouveau Directeur de l'Ecole supérieure de Guerre, le Général-Major Mohamed Ahmed Sayah, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Au nom de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'ANP, a présidé, ce samedi 13 juin 2026, la cérémonie d'installation officielle du nouveau directeur de l'Ecole supérieure de Guerre", précise la même source.

A l'entame, le Général d'Armée "a procédé à l'inspection des carrés des cadres et personnels de l'Ecole alignés à la place d'armes, pour annoncer ensuite l'installation officielle du directeur de l'Ecole supérieure de Guerre, le Général-Major Mohamed Ahmed Sayah, en remplacement du Général-Major Hamid Fekane".

"Au nom de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et conformément au décret présidentiel du 21 mai 2026, j'installe officiellement le Général-Major Mohamed Ahmed Sayah, dans les fonctions de directeur de l'Ecole supérieure de Guerre, en remplacement du Général-Major Hamid Fekane", a déclaré le Général d'Armée.

"A cet effet, je vous ordonne de travailler sous son autorité et d'exécuter ses ordres et ses instructions, dans l'intérêt du service, conformément aux règlements militaires et aux lois de la République en vigueur, et par fidélité aux sacrifices de nos vaillants Chouhada et aux valeurs de notre glorieuse Révolution", a-t-il indiqué.

Le Général d'Armée, a présidé ensuite "la cérémonie de passation de l'emblème national et d'approbation du procès-verbal de passation de consignes".

A l'issue, le Général d'Armée a tenu une rencontre avec le commandement, les cadres et les personnels de l'Ecole supérieure de Guerre, où il a prononcé, à l'occasion, une



allocution d'orientation, lors de laquelle il a souligné "l'importance de poursuivre l'adaptation des programmes pédagogiques dispensés aux mutations accélérées que connaît le monde d'aujourd'hui, en veillant à faire de l'Ecole une véritable force de proposition".

"En effet, cette Ecole a su s'imposer comme un phare du savoir et un centre

d'excellence, dont sont issus des officiers compétents, capables de s'adapter aux évolutions géostratégiques et géopolitiques d'un monde en perpétuel changement", a-t-il affirmé.

"Il vous appartient, à vous qui avez la charge de cette Ecole supérieure, de poursuivre avec détermination dans cette voie et de redoubler d'efforts pour adapter les

programmes pédagogiques dispensés aux exigences du monde d'aujourd'hui et à la profonde mutation que connaissent les affaires militaires", a souligné le Général d'Armée.

"Vous devez en outre veiller à faire de l'Ecole une véritable force de proposition, en valorisant les initiatives de ses cadres et de ses officiers stagiaires, grâce à l'expérience précieuse acquise au sein des unités de corps de bataille et des différentes structures de l'ANP. Cette expérience les qualifie pleinement pour formuler des propositions pertinentes, notamment dans le domaine du retour d'expérience sur les conflits modernes et des mesures à prendre pour adapter les capacités de nos unités opérationnelles aux évolutions de l'art de la guerre", a-t-il ajouté.

Le Général d'Armée a également souligné que l'ANP, qui "livre aujourd'hui une bataille décisive pour adapter ses Forces et ses unités aux défis de la conjoncture actuelle, attend de l'ensemble de ses fils qu'ils s'investissent avec efficacité dans cet effort et dans cette dynamique de développement prometteuse".

"L'Armée nationale populaire, qui mène aujourd'hui une bataille décisive, dans toute la plénitude de ce terme, pour adapter ses forces et ses unités aux défis de la conjoncture actuelle, particulièrement à l'aune du contexte régional et international marqué par l'instabilité, attend de l'ensemble de ses fils qu'ils contribuent efficacement à cette dynamique de développement prometteuse, afin de relever le défi de la préservation de l'indépendance et de la souveraineté nationales, et de faire face à toute tentative hostile visant à déstabiliser notre pays ou porter atteinte à la sécurité, à l'unité et à la sérénité de notre vaillant peuple", a-t-il soutenu.

A la fin de la cérémonie, le Général d'Armée a signé le Livre d'or de l'Ecole, conclut le communiqué du MDN.

RA/APS

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

SORTIE DE NOUVELLES PROMOTIONS À L'ECOLE SUPÉRIEURE MILITAIRE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION À SIDI FREDJ

Le directeur de l'information et de la communication de l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général-major Mabrouk Saba a présidé, samedi, la cérémonie de sortie de nouvelles promotions au titre de l'année 2025-2026 à l'Ecole supérieure militaire de l'information et de la communication à Sidi Fredj (Alger), en 1ère Région militaire.

Le Général-major a écouté un exposé détaillé présenté par le commandant de l'Ecole, le Général Salim Keraiche dans lequel il a présenté les résultats réalisés dans les différentes catégories et sessions de formation, outre un résumé sur les efforts et les activités pédagogiques exécutés durant l'année scolaire.

Le Général-major a inspecté les carrés des promotions sortantes composées de la 18e promotion du cours de perfectionnement d'officiers spécialité "communication", de la 5e promotion de la formation d'application en "information et communication", de la 9e promotion de la formation spécialisée d'officiers et d'élèves officiers de carrière, spécialité "communication", de la 6e promotion de formation de la licence professionnelle en sciences de l'information et de la communication dans les deux spécialités "information militaire et communication institutionnelle", de la 9e promotion du Brevet militaire professionnel N 2

en techniques audiovisuelles, de la 18e promotion du Brevet militaire professionnel N 1 en techniques audiovisuelles ainsi que de la 11e promotion du certificat militaire professionnel N 2 en techniques audiovisuelles.

Dans son allocution prononcée à l'occasion, le commandant de l'Ecole, a passé en revue les principaux axes de la formation militaire, universitaire et spécialisée en sciences de l'information et de la communication dispensée aux stagiaires et élèves, suivant des programmes théoriques et pratiques étudiés, sous la supervision d'une élite d'enseignants militaires et civils, en vue de "garantir une formation de qualité adaptée aux développements enregistrés dans le domaine de l'information et de la communication". Il a également appelé les élèves diplômés à "faire preuve de discipline, de loyauté et de dévouement à la patrie et à défendre les valeurs nationales ancrées".

Après la prestation de serment par les diplômés, le Général-major a présidé la cérémonie de remise des grades et des diplômes aux majors de promotion. Il a également remis le sabre de l'Ecole à l'élève ayant obtenu les meilleurs résultats dans la formation universitaire de licence (LMD).

Conformément aux traditions militaires, la promotion sortante

a procédé à la passation du drapeau national à la promotion suivante. Le major de promotion a ensuite sollicité l'autorisation de baptiser la promotion du nom du "moudjahid défunt, le Général Si-Larbi Si-Lahcène". Après l'approbation du Général-major, un aperçu historique de la vie du moudjahid et de son parcours de lutte a été présenté.

En marge de la cérémonie de remise des diplômes, le Général-major et la délégation qui l'accompagnait ont visité les ateliers scientifiques et historiques organisés à cette occasion, où ils ont suivi des exposés présentés par les élèves, concernant des projets de recherche, des mémoires ainsi que des ateliers pratiques portant sur divers sujets et des productions audiovisuelles liées aux sciences de l'information et de la communication. Il leur a rappelé "l'importance majeure accordée par le Haut Commandement de l'ANP à l'arme de l'information et de la communication".

Au terme de cette cérémonie, le Général-major, directeur de l'information et de la communication de l'Etat-Major de l'ANP, a rendu hommage à la famille du moudjahid défunt, le Général Si-Larbi Si-Lahcène et a signé le livre d'or de l'Ecole.

RA/APS

EXAMEN DU BEM

ANNONCE DES RÉSULTATS CE DIMANCHE

Les résultats de l'examen du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) seront annoncés, dimanche à partir de 10h00, a indiqué, samedi dans un communiqué, le ministère de l'Education nationale.

"Suite à l'achèvement définitif de l'opération de correction des épreuves du BEM, session 2026, le ministère de l'Education nationale informe les candidats ayant passé cet examen ainsi que leurs parents que

les résultats seront publiés dimanche 14 juin à partir de 10h00", précise la même source.

Pour les candidats scolarisés, les résultats seront publiés sur le site de l'Office national des examens et concours (ONEC): <https://bem.onec.dz> et via l'espace Parents: <https://awlya.education.dz>.

Les listes des élèves admis en première année secondaire seront également affichées le même jour et à

la même heure au niveau de tous les établissements scolaires ayant accueilli les candidats à l'examen.

Quant aux candidats libres, ils pourront consulter leurs résultats sur le site de l'ONEC: <https://bem.onec.dz>, conclut la même source.

RA